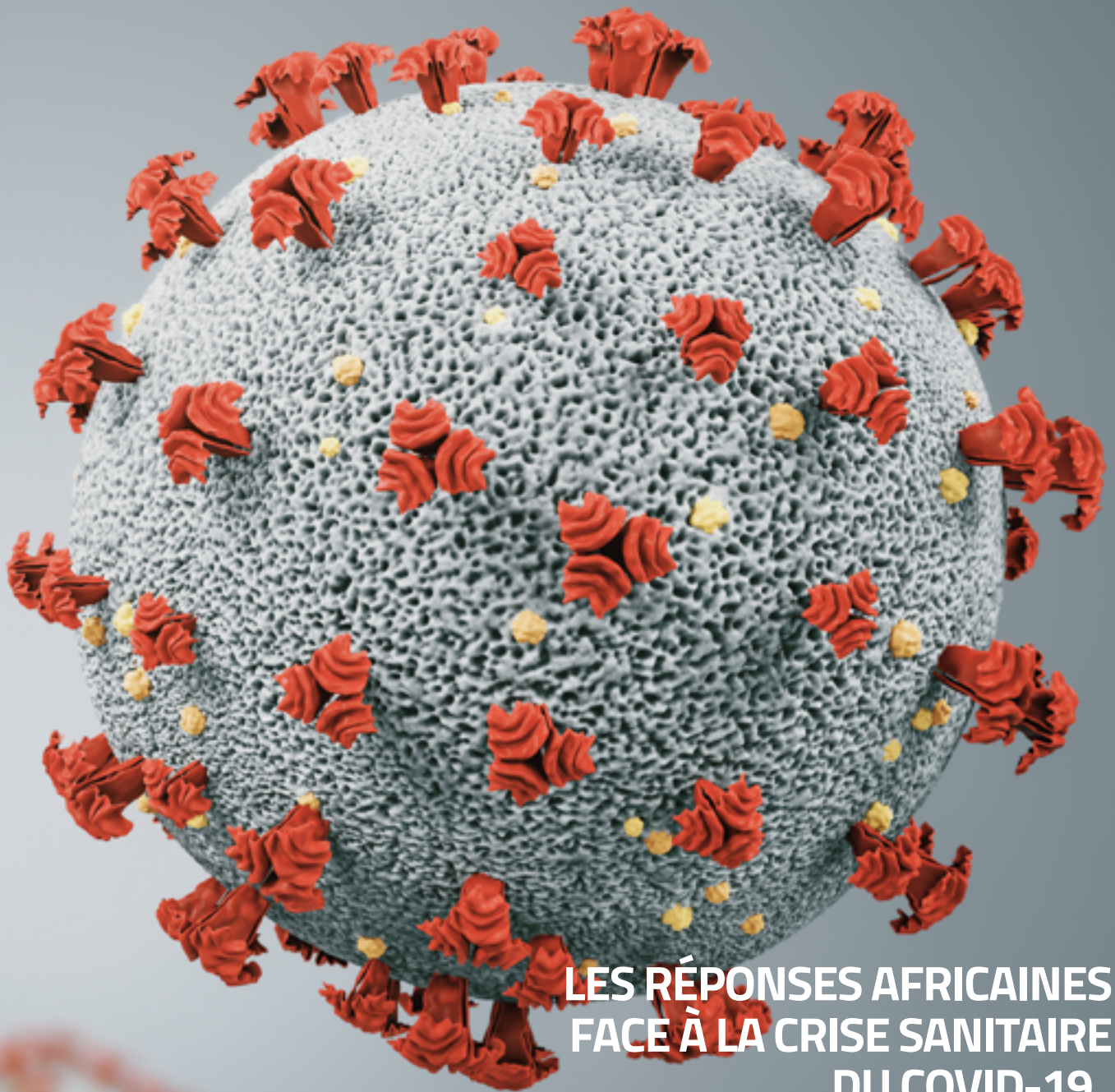




BULLETIN D'INFORMATION

ÉDITION SPÉCIALE



**LES RÉPONSES AFRICAINES
FACE À LA CRISE SANITAIRE
DU COVID-19,
LE RÔLE DES SYNDICATS**



Organisation Régionale Africaine de la
Confédération Syndicale Internationale
(CSI-AFRIQUE)

Route Internationale d'Atakpamé
Centre FOPADESC Agoè – Nyivé
B.P. : 4401 - **Tel.** : 00228 22 25 07 10
Fax : 00228 22 25 61 13
LOME – TOGO
Email : info@ituc-africa.org
www.ituc-africa.org



Editorial

Crise du Covid-19: une opportunité pour l'Afrique ?

Le coronavirus est apparu comme une épidémie à Wuhan, en Chine, en décembre 2019. Depuis, il s'est propagé dans presque tous les coins du monde, tuant des centaines de milliers de personnes en peu de temps. Le coronavirus est désormais l'actualité dominante à travers le monde.

Début mars, les premiers cas de ce coronavirus, désormais appelé COVID-19, sont apparus dans les pays africains, après avoir déjà commencé à ravager certaines parties de l'Asie, de l'Europe et des Amériques. Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré qu'il s'agissait d'une pandémie. L'OMS a alors appelé les pays du monde entier à mettre en place des mesures de santé publique strictes pour contenir le virus et l'empêcher de se propager davantage.

Le virus a été fermement identifié comme se propageant par contact

Redacteur en Chef

Kwasi Adu-Amankwah

Assistante Rédacteur en chef

Adjélé Mensah-Assiakoley

Comité de Rédaction

Joel Odigie Akhator

Eric Manzi

Rhoda Boateng

Alex Nkosi

Adjélé Mensah-Assiakoley

Joseph Toe

Etsri Homevoh

Ghislaine Saizonou-Broohm

Guy Hunt

Traduction

Sylvain Kiza

Akuvi Koumako

humain par la bouche, le nez ou les yeux. Les principaux messages pour y faire face ont été la nécessité d'observer des protocoles d'hygiène comme le lavage régulier des mains avec du savon sous l'eau courante et l'utilisation de gels désinfectants à base d'alcool qui peuvent détruire le virus. En outre, le maintien d'une distance physique appropriée entre les personnes appelé « distanciation sociale » est recommandé comme mesure clé pour empêcher la propagation d'une personne à une autre.

En Chine, les principales mesures efficaces mises en place pour contenir et prévenir la propagation comprenaient des restrictions sur le rassemblement et la circulation des personnes.

Celles-ci ont conduit à la fermeture d'écoles et de collèges, des interdictions de rassemblements publics de divers types, et plus tard au confinement partiel et total des villes et de la province entière. En Chine, ces mesures se sont révélées efficaces pour lutter contre la propagation du virus. D'autres pays ont institué des mesures similaires. Ces mesures de restriction ont eu des répercussions négatives sur les activités économiques et sur la vie des personnes dans différents pays. Pour les groupes de population les plus pauvres et les plus vulnérables, les conséquences ont été plus graves. La Confédération Syndicale Internationale (CSI) a estimé que quatre personnes sur cinq (81 %) sur les 3,3 milliards de travailleurs dans le monde ont été touchées par la fermeture totale ou partielle de lieux de travail au moment où les pays sont confrontés à la pandémie du COVID-19.

Comment les gouvernements africains réagissent-ils à la pandémie?

La plupart des gouvernements africains ont rapidement mis en place des mesures pour éviter que COVID-19 ne se transforme en une épidémie à grande échelle dans leurs pays.

A partir de la mi-mars, des restrictions ont été imposées aux rassemblements publics et à toute une gamme d'activités sociales. Des urgences sanitaires et des catastrophes nationales ont été déclarées dans certains cas, des couvre-feux ont été imposés ou un confinement partiel et total a été mis en place. Tous ces éléments font partie des efforts visant à contenir le virus et à l'empêcher de se propager pour provoquer une catastrophe dans nos pays.

Les confinements et les restrictions ont été accompagnés d'une série de mesures économiques et sociales visant à soutenir les entreprises, à protéger les travailleurs et à aider les catégories vulnérables de la population, notamment les personnes sans protection sociale et les opérateurs de l'économie informelle. Les mesures ont été nombreuses et variées ; Elles vont de la suppression de l'impôt sur le revenu de salariés à faible revenu, la réduction des impôts pour les salariés à revenu élevé et les entreprises à la suppression ou la réduction des taxes telles que la TVA sur les produits de première nécessité. Certains pays ont réduit les tarifs de l'eau et de l'électricité, tandis que d'autres ont offert gratuitement de l'eau et de l'électricité aux groupes les plus vulnérables. D'autres mesures ont inclus l'instauration d'un moratoire sur le remboursement des prêts, la distribution de denrées alimentaires aux pauvres et la création de fonds d'urgence pour aider les nécessiteux. Les syndicats africains ont été impliqués à des degrés divers dans les efforts de leurs pays visant à combattre le COVID-19. Certains syndicats ont été directement impliqués dans le travail des structures nationales de réponse ; d'autres n'ont pas tardé de soumettre des contributions

et des recommandations qui ont été prises en compte par leurs gouvernements. D'autres ont simplement fait des déclarations publiques qu'ils espèrent voir prises en compte par les autorités. Les syndicats ont également pris leurs propres initiatives, notamment en ce qui concerne l'éducation et la sensibilisation sur le COVID-19 et ses dangers.

Faiblesses exposées

Jusqu'à présent, les mesures d'urgence prises par les gouvernements africains semblent avoir permis leurs pays d'éviter la catastrophe dans les pays. Mais en réalité la crise a également mis en évidence la gravité des faiblesses de nos pays - la dépendance abjecte, l'existence précaire d'une majorité écrasante et l'absence de données sur nos populations. Alors que les pays industrialisés ont puisé dans leurs réserves nationales pour la mise en œuvre des mesures d'urgence destinées à aider leurs entreprises et leurs populations vulnérables, pratiquement tous les pays africains ont dû demander un rééchelonnement ou un allègement de leur dette ainsi que des prêts et des subventions à des conditions de faveur en vue d'avoir la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour soutenir leurs économies et soulager leurs populations vulnérables pendant cette crise liée au COVID-19. Il a également été difficile d'appliquer les mesures de confinement et les restrictions en raison du grand nombre de travailleurs africains dans l'économie informelle, qui n'ont aucune protection de revenus et qui survivent grâce à leurs revenus quotidiens. De plus, la congestion et la surpopulation urbaines ainsi que l'absence de données ont rendu l'aide aux personnes vulnérables, au cours de cette période, déséquilibrée et aléatoire. Par ailleurs, le faible niveau de confiance dans la plupart des entités

politiques africaines et l'élargissement du fossé entre la population et la classe politique ont affecté la capacité de nos gouvernements à organiser et à mobiliser nos populations de manière inclusive pour lutter contre COVID-19.

Saisir l'opportunité

Malgré ces faiblesses, la capacité de l'Afrique à survivre à la pandémie sans catastrophe majeure jusqu'à présent et les modestes résultats obtenus dans la mobilisation d'efforts nationaux offrent des opportunités qui peuvent être exploitées à bon escient. Pour ce faire, nous devons reconnaître les opportunités que la crise offre à nos différents pays.

Sans aucun doute, beaucoup dépendra de la classe politique et des gouvernements africains. Des leçons qu'ils auront désormais tirées de la crise et de la valeur qu'ils accorderont à la mobilisation proprement dite de nos populations, notamment les travailleurs, les jeunes, les femmes, les entrepreneurs, la communauté scientifique, d'autres intellectuels et toutes les autres forces utiles de la société pour relever les défis auxquels nos pays sont confrontés seront essentiels à l'avenir.

Entant que syndicats, nous devons cependant faire un certain nombre de choses pendant cette période pour justifier notre existence et préparer comment nous pouvons contribuer au redressement de nos pays dans la période d'après crise. Les syndicats doivent insister sur les négociations et le dialogue social à tous les niveaux pour prendre des mesures rapides et concrètes afin de défendre les intérêts des travailleurs et de protéger leurs droits pendant cette

période de crise. Les rapports par pays qui suivent montrent qu'un certain nombre de nos syndicats le font, et cela doit être renforcé. Là où cela ne se fait pas, les syndicats appelés à assumer leurs responsabilités.

En cette période de crise également, les syndicats doivent prendre leurs responsabilités en se joignant à l'effort de prévention contre le COVID-19 et de protection des travailleurs et de nos populations. Les syndicats doivent collecter et partager des informations fiables sur le virus. Les syndicats doivent travailler avec les employeurs pour élaborer des protocoles appropriés et spécifiques au lieu de travail pour la prévention et l'endiguement. Cela devrait inclure la promotion d'une bonne hygiène sur le lieu de travail, la promotion du lavage des mains avec du savon sous l'eau courante, l'utilisation de désinfectants, le port de masques faciaux et le maintien d'une distance physique entre les personnes. Les syndicats peuvent également renforcer leur pertinence en sensibilisant l'opinion du public sur les besoins des travailleurs de l'économie informelle et en les aidant à se faire entendre et à se faire représenter en ces temps difficiles, ainsi qu'en sensibilisant le public à leur contribution positive à l'économie de nos pays.

Nous pensons qu'à l'avenir, l'engagement actif des syndicats dans la réponse à la crise peut également nous aider à examiner de plus près ce que nous devons faire pour nous-mêmes en tant que pays africains. De même, nous pouvons également aider à identifier les domaines de collaboration entre les pays africains par rapport à notre dépendance malsaine à l'égard des chaînes d'approvisionnement mondiales et à l'intégration dans un marché mondial où nous sommes essentiellement des producteurs primaires et des consommateurs

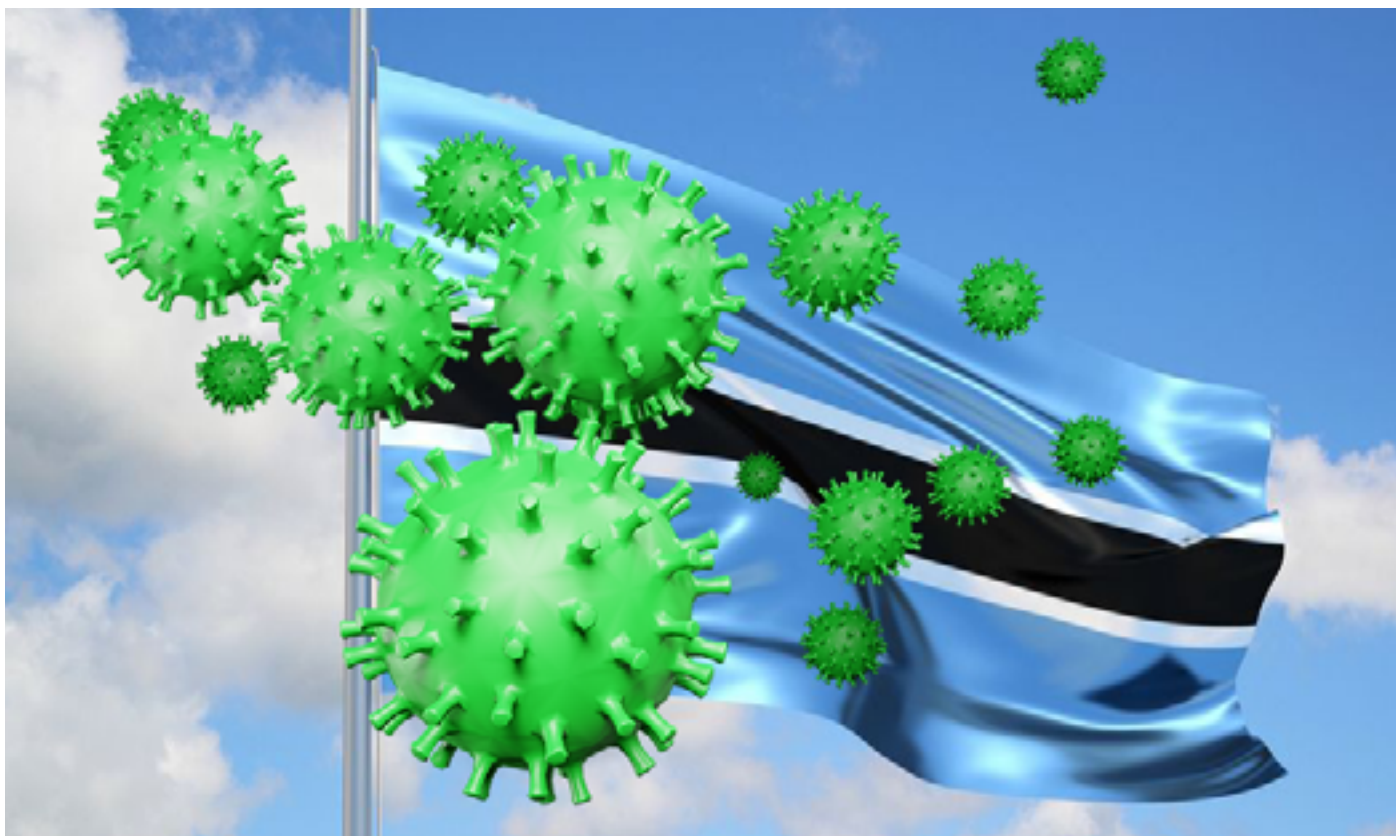
de produits manufacturés venus d'ailleurs. La dépendance doit être rompue. Cette crise nous offre une bonne occasion pour le faire.

Table des matières

Lutte contre le coronavirus : cas du Botswana	14
Les réponses au COVID- 19 : le cas de l’Ethiopie	20
RÉPONSE AU COVID-19 - Le cas de l’OUGANDA	27
Riposte face au COVID-19 : cas du Rwanda	34
La riposte du Ghana au COVID-19	42
L’Algérie face au COVID-19 dans un contexte de crise de confiance de la population	50
Le Nigeria se bat pour prévenir et contrôler le COVID-19	57
La Tunisie face au défi du COVID-19	66
La riposte du Kenya face au COVID-19	72
Réponse de l’Afrique du sud et rôle des syndicats dans la lutte contre le covid-19	79
L’expérience du Gabon dans la gestion de la crise sanitaire du Covid-19	89

La République démocratique du Congo prise au piège d'une catastrophe sanitaire 95
Le Sénégal face à la Crise du COVID-19 : un bon exemple en Afrique de l'Ouest 102
Le Togo dans la riposte au Covid-19 107
Réponse de la Sierra Leone au COVID-19 113
COVID 19 – Situation du Burkina Faso 118

Protection des droits des travailleurs en situation de la pandémie du **COVID-19**



Lutte contre le coronavirus : cas du Botswana

Les trois premiers cas de COVID-19 au Botswana ont été confirmés le 30 mars 2020. Auparavant, par mesure de précaution, le gouvernement avait interdit les rassemblements de plus

de 50 personnes et l'entrée de personnes en provenance de pays jugés à haut risque. Le 24 mars, le gouvernement a fermé les frontières et ne pouvait autoriser que les citoyens et les résidents du Botswana à entrer. Ceux qui revenaient devaient être mis en quarantaine pendant 14 jours.

Au lendemain de la confirmation de trois cas, le Président du Botswana, S.E. Mokgweetsi Masisi, s'est adressé à la nation pour déclarer l'état d'urgence dans le cadre des mesures appropriées et rigoureuses visant à prévenir les risques posés par la pandémie du COVID-19. Selon lui, l'état d'urgence de 21 jours ne serait pas suffisant pour faciliter la mise en œuvre des mesures requises pour combattre la pandémie». De ce fait, l'état d'urgence a été décrété pour la période allant du 2 au 30 avril 2020. Cependant, quelques jours plus tard, le président a décidé d'étendre l'état d'urgence de 28 jours à six mois, soit jusqu'au 2 octobre 2020. A cette fin, le Président a convoqué l'Assemblée nationale pour faire approuver la prolongation de six mois. Le 9 avril 2020, l'Assemblée nationale l'a approuvé par acclamation.

Rôle des syndicats et réponse du gouvernement à leurs demandes

La Fédération des syndicats du Botswana (BFTU) et la Fédération des syndicats du secteur public-privé et paraétatique du Botswana (BOFEPUSU), toutes deux fédérations syndicales nationales, ont saisi l'occasion immédiatement après que la nouvelle du COVID 19 a commencé à secouer le continent africain. Alors que le gouvernement s'apprêtait à mettre en place une équipe de travail nationale, dirigée par le Président, en vue de promouvoir la riposte nationale au virus, les dirigeants de la BFTU et de la BOFEPUSU ont demandé qu'ils soient également inclus dans toutes les équipes et tous les comités de travail à tous les niveaux de la structure de gouvernance. Leur demande a été acceptée par le gouvernement et les deux fédérations sont

devenues membres légitimes d'équipes de travail aux niveaux national et de district.

Conscients des effets néfastes éventuels que la pandémie du COVID-19 pourrait avoir sur le Botswana et les travailleurs, les syndicats par l'intermédiaire de leurs représentants sur la table des négociations ont demandé :

- i. De faire partie des équipes de travail sur le COVID-19 aux niveaux national et de district
- ii. La protection des salaires des travailleurs pendant la durée de la pandémie
- iii. La protection des travailleurs contre tout congé obligatoire et tout licenciement pendant la pandémie.

Mesures politiques et réponses du gouvernement aux demandes des syndicats

En réponse aux demandes de la BFTU, le gouvernement a mis en place une législation d'urgence qui stipule ce qui suit :

- i. Aucun employé ne perdra son emploi ou ne sera licencié pendant la période d'état d'urgence de six mois.
- ii. Concernant les salaires, le gouvernement a créé un fonds où les entreprises qui ne sont pas en mesure de payer leur personnel peuvent demander des fonds pour payer les salaires.
- iii. Concernant les congés, le gouvernement a clairement indiqué que les employés ne devraient pas être contraints de prendre des jours de congé sans leur consentement. Les employeurs sont appelés à discuter avec les employés pour se mettre d'accord.
- iv. Le gouvernement a créé un Fonds COVID-19 où les

gens peuvent apporter leur contribution pour renforcer la riposte nationale. Le fonds distribue également des rations alimentaires à ceux qui ne peuvent s'en procurer.

v. Le gouvernement a également établi une liste des services essentiels, et les personnes travaillant dans ces secteurs sont censées continuer de travailler pendant la période d'urgence.

Parmi les autres mesures imposées par le gouvernement figurent

- La fermeture des frontières, depuis mars. Le passage de la frontière est réservé à tous les citoyens et les résidents de retour au Botswana, à condition qu'ils acceptent d'être mis en quarantaine obligatoire de 14 jours.

- Le ministère de la santé a commencé la recherche des contacts afin de déterminer le nombre de ceux qui ont été en contact avec des personnes infectées.

- La mise à disposition de ressources pour les travailleurs de première ligne

- La distribution des rations alimentaires aux ménages pendant le confinement

- Les citoyens sont tenus de demander des autorisations de voyage avant de se déplacer pendant la période de confinement

- Le maintien de l'état d'urgence pour 6 mois

- L'interdiction de rassemblements ; en cas de funérailles, seules 50 personnes sont autorisées. Toutefois, le lavage des mains est obligatoire lors des funérailles. La fourniture

de nourriture pendant les funérailles n'est pas autorisée. Les inhumations doivent avoir lieu dans les deux heures.

Les mesures ci-dessus font partie des mesures de distanciation sociale extrême que le gouvernement du Botswana a mises en place. Ces mesures sont destinées à limiter les transports publics. Les exploitants de transport autorisés à continuer de travailler sont appelés à suivre des mesures de prévention spécifiques en termes de nombre de personnes qu'ils peuvent transporter ; ils sont également tenus de mettre des désinfectants à la disposition des passagers.

Quelques zones d'ombre qui nécessitent plus de plaidoyer

Selon la BFTU, l'une des principales préoccupations

concernant les mesures d'urgence décrétées par le gouvernement est la suspension du droit à mener des actions revendicatives. C'est une question qui préoccupe beaucoup les syndicats, étant donné que la Déclaration de l'OIT sur les principes et droits fondamentaux au travail adoptée par la Conférence internationale du travail en 1998, stipule : «...tous les membres, même s'ils n'ont pas ratifié les conventions en question, ont l'obligation, du fait même de leur appartenance à l'Organisation, de respecter, de promouvoir et de réaliser, de bonne foi et conformément à la Constitution, les principes concernant les droits fondamentaux...», qui comprennent la liberté d'association et même le droit de grève.

Une autre question qui a irrité les travailleurs du Botswana est le report de l'augmentation de salaire. Lors de la conclusion des

négociations de 2019 sur les émoluments, le gouvernement avait accepté d'augmenter les salaires des fonctionnaires le 1er avril 2020. Cependant, en raison des incertitudes économiques dues au COVID-19, le gouvernement a décidé de reporter cette augmentation. Bien que les travailleurs comprennent la situation actuelle, leur inquiétude réside principalement dans la façon dont la décision a été prise sans qu'ils soient consultés.

Il est également à craindre que la législation d'urgence COVID 19 ne traite pas de manière adéquate les questions d'emploi. La BFTU a donc demandé qu'une telle clause soit intégrée dans les lignes directrices actuelles. Par ailleurs, il ressort également de

constatations anecdotiques que les cas de violence domestique, en particulier à l'encontre des femmes et des enfants, ont augmenté pendant la période de confinement. Il s'agit là aussi d'une zone grise qui mérite une intervention spéciale du gouvernement.

En conclusion, compte tenu de ce qui précède, il convient de noter que le Botswana n'est pas seulement une étoile étincelante lorsqu'il s'agit de ses principes et pratiques de démocratie et de bonne gouvernance, mais il ouvre également la voie à l'Afrique en ce qui concerne la gestion démocratique de la pandémie du COVID-19, en adoptant une approche multipartite et fondée sur les droits de l'homme. Pula ! (Que la pluie soit !)

Les réponses au **COVID- 19**: Le cas de l'Ethiopie



Au 23 avril 2020, l'Ethiopie comptait 116 cas confirmés de Covid-19 sur 10.736 tests effectués avec 3 décès et 21 guéris. Ce qui revient donc à 92 cas actifs. Les rapports indiquent que la majorité des cas ont été importés de l'extérieur. Le taux de dépistage est de

93 personnes pour un million d'habitants.

L'Éthiopie est considérée comme l'un des pays au monde qui a le plus faible taux de médecin par habitant. Et une fois la pandémie dans le pays, le gouvernement a invité des experts chinois

en COVID 19 à venir partager avec eux leurs expériences pour faire face aux défis posés par la pandémie. En outre, le gouvernement a lancé un appel national au personnel médical à la retraite, aux étudiants dans les écoles de formation médicale, aux diplômés des écoles de formation médicale en chômage et autres bénévoles pour se joindre à la lutte contre la pandémie de coronavirus.

Le Conseil des ministres s'est réuni en une session extraordinaire pour discuter des mesures de riposte contre le COVID-19, et sur l'impact social, politique et économique que la propagation du virus peut engendrer.

Imposition de restrictions

D'autres mesures adoptées par le gouvernement éthiopien à la suite de la pandémie comprennent l'imposition de

certaines restrictions qui ont commencé le 24 mars 2020. Il s'agit de :

- La fermeture des écoles et des universités
- L'interdiction de tout rassemblement et réunion publics
- La fermeture des frontières du pays et annulation de tous les vols internationaux,
- La quarantaine obligatoire de 14 jours et tests pour les personnes rentrées récemment de voyage dans le pays.
- Le fonctionnement continu des services publics essentiels, les entreprises publiques à but lucratif ainsi que les sociétés privées, à l'exception de quelques sociétés qui étaient disposées à fermer.
- Environ 75% des fonctionnaires à Addis - Abeba ont reçu l'ordre de rester à la maison et de télétravailler depuis

le 25 mars jusqu'à nouvel ordre. Cela devait réduire le surpeuplement dans les transports en commun dans le cadre des efforts visant à empêcher la propagation du coronavirus.

Défis liés à la mise en œuvre des restrictions

Tout comme dans beaucoup de pays, le Covid 19 a également eu un impact négatif sur l'économie éthiopienne, en particulier dans le domaine de l'agriculture et de l'horticulture. Concernant l'industrie horticole, en particulier la floriculture, l'exportation de fleurs a chuté de 80%. Les autres produits touchés comprennent le café, le cuir et le textile. Le transport aérien a également été fortement touché par la pandémie ; la plus grande compagnie aérienne en Afrique, Ethiopian Airlines, ayant été durement frappée. Cette situation a entraîné la perte de plus de 323 000 emplois dans

l'industrie du transport aérien et les entreprises connexes.

Lors de la mise en œuvre des restrictions, un protocole d'intervention sur le lieu de travail a été négocié entre le ministère du Travail et des Affaires sociales, la Confédération des employeurs et la Confédération des syndicats éthiopiens (CETU) afin d'établir un protocole cadre pour les entreprises qui pourraient continuer à travailler. Le protocole énonce les stratégies de protection de base à mettre en œuvre par les employeurs, les employés et les comités de sécurité sur le lieu de travail avec toutes les précautions nécessaires. Il s'agit notamment de la fourniture d'équipements de protection individuelle, de la réduction du nombre d'employés lorsque cela est nécessaire pour permettre la distanciation sociale requise.

Mesures socio-économiques

Le gouvernement a mené une

série de consultations avec les acteurs des secteurs touchés afin de trouver des moyens d'accélérer les actions pour empêcher l'effondrement de ces secteurs en raison de l'épidémie de coronavirus. Le vendredi 3 avril, le Premier Ministre, Abiy Ahmed a annoncé des mesures macroéconomiques en plus de plusieurs autres stratégies d'atténuation et a ordonné à la Banque nationale d'Éthiopie de mettre à disposition environ 15 milliards de birrs (environ 450 millions de dollars) de liquidités pour les banques privées afin de leur permettre d'alléger leur dette et accorder des prêts supplémentaires à leurs clients dans le besoin. Les mesures annoncées comprenaient :

- La suppression du prix minimum fixé par la Banque nationale d'Éthiopie sur le secteur horticole pour les exportations de fleurs ;

- Le remboursement par le Ministère en charge des Revenues fiscales afin de soutenir les entreprises avec des flux de trésorerie;
- le rééchelonnement des prêts en cours pour fournir un fonds de roulement aux exploitations agricoles afin de leur permettre de continuer leur travail ;
- l'assurance que les services de fret aérien sont accessibles à taux réduits même si moins fréquents;
- le remboursement de la TVA pour soutenir les flux de trésorerie des producteurs.

L'une des banques a annoncé des procédures de suspension des intérêts sur les prêts des exportateurs de fleurs pour une période de trois mois jusqu'au 30 juin, qui est le dernier jour

de l'exercice comptable. Elle est aussi prête à appliquer d'autres soutiens éventuels aux entreprises fragiles.

Rôle des syndicats

Le 25 mars 2020, la Confédération des syndicats éthiopiens (CETU) a publié une déclaration adressée au gouvernement et au public décrivant ce qui suit :

- Engagement à la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs en collaboration avec toutes les parties prenantes y compris le gouvernement, à prévenir, contrôler et minimiser l'impact de la propagation rapide du coronavirus.
- Demander respectueusement que tous les intervenants pertinents accordent une attention appropriée à la prévention et au contrôle de cette pandémie avec une attention particulière pour les personnes employées par les entreprises publiques et le secteur privé, ainsi que leurs familles et les communautés dans lesquelles ils vivent.
- Appel à tous les propriétaires et gestionnaires des secteurs public et privé pour tirer parti de leur responsabilité sociétale et prendre les mesures nécessaires pour éviter la propagation du virus et protéger les travailleurs contre l'épidémie.

- Appel à tous les travailleurs éthiopiens à faire leur part pour protéger leurs familles ainsi que leurs communautés, à travailler main dans la main et aussi à coopérer avec les employeurs dans la prévention, le contrôle pour faire face à l'impact de la pandémie.
- Exhortation de toutes les fédérations industrielles affiliées et de tous leurs membres pour fournir régulièrement des informations nécessaires sur la progression de l'épidémie dans leurs entreprises de afin de contribuer à la lutte contre la pandémie.
- En outre, un protocole d'intervention en milieu de travail qui a été signé par CETU et les autres partenaires sociaux est sur le point d'être mis en œuvre conformément à la recommandation de l'Organisation Internationale du Travail, pour répondre à la gestion des crises lorsque le travail est frappé par des catastrophes naturelles et anthropiques.

Il semble que l'Éthiopie ait été l'un des pays qui a tardé à instituer des restrictions pour contenir la propagation du coronavirus, même si Ethiopian Airlines fait d'Addis-Abeba une plaque tournante majeure pour les voyageurs en Afrique. Les 116 cas enregistrés au 23 avril peuvent ne pas refléter l'étendue réelle de l'infection dans le pays étant donné le faible taux de tests effectués par rapport à la

taille de la population éthiopienne qui est supérieure à 90 millions. La CETU et ses affiliés devraient chercher à s'impliquer davantage dans la lutte contre le COVID-19 et plaider pour plus de tests ainsi que l'institution de mesures qui garantissent que l'assouplissement des restrictions soit dûment accompagné de mesures qui aident à protéger les travailleurs contre l'infection parce qu'ils doivent aller travailler pour gagner leur vie.

Réponse au **COVID-19**: Le cas de l'Ouganda



Le 22 mars 2020, l'Ouganda a enregistré son premier cas de coronavirus et au 23 avril 2020, il comptait 63 cas confirmés sur 16.057 tests effectués. Aucun décès n'a été enregistré à ce jour et il y a eu 46 guéris avec 16 cas actifs. Conformément à la majorité des pays en Afrique, la plupart

des cas en Ouganda auraient été importés de l'extérieur du continent et également récemment importés par des camionneurs en provenance de pays voisins.

Le taux de test pour la période est de 351 pour 1 million d'habitants.

Les efforts visant à améliorer

le suivi des patients et des personnes en quarantaine ont conduit au développement d'une application mobile, le CORONA SOS APP.

Mesures de confinement et de restriction

Le 31 mars 2020, le gouvernement ougandais a imposé un confinement et des mesures connexes pour prévenir et contrôler la propagation du coronavirus. Ces mesures comprenaient des tests approfondis et des initiatives pour réduire l'impact socio-économique négatif du COVID-19. Le confinement qui était initialement de deux semaines a été prolongé jusqu'au 5 mai 2020.

Les principales restrictions suivantes ont été adoptées :

- Toutes les écoles et universités sont fermées ;
- Les frontières du pays ont été fermées aux passagers mais les transporteurs de marchandises sont autorisés ;
- Les rassemblements publics et autres événements avec de nombreuses personnes ne sont pas autorisés ;
- Les transports publics et les articles non alimentaires sont interdits sur le marché ouvert ;
- Pas de mouvements inutiles à l'extérieur du domicile, sauf pour les prestataires de services essentiels.
- Les nationaux de retour au pays ou les résidents légaux sont autorisés à entrer dans le pays mais cette dernière catégorie doit être soumise à une quarantaine obligatoire de 14 jours.

Une campagne de sensibilisation sur les mesures à prendre pour contenir la propagation du virus se poursuit. Elle consiste au lavage fréquent des mains, à éviter de toucher les yeux, le nez et la bouche, à couvrir la bouche lorsqu'on tousse, à éviter les poignées de main et à respecter une distance sociale d'un mètre.

Défis dans la mise en œuvre du confinement

Tout comme d'autres pays, l'Ouganda a été touché par cette crise. Les entreprises qui ont été particulièrement touchées celles exerçant dans l'agriculture, la construction, le tourisme et l'hôtellerie, la manufacture et le secteur des services en général.

La célèbre motocyclette « bodaboda » qui fournit de l'emploi à de nombreux jeunes fonctionne toujours, mais le

nombre de clients a diminué en raison des restrictions de mouvement et d'un « couvre-feu » spécial. La plupart des autres emplois à revenu journalier ont été largement affectés.

D'une manière générale, les citoyens respectent les mesures prises, mais il a été signalé à certains endroits des affrontements impliquant des agents de sécurité et des personnes ne respectant pas les instructions sur les restrictions.

Mesures socio-économiques

Le gouvernement ougandais a élaboré une stratégie pour réduire l'impact négatif du COVID-19 sur l'économie du pays. Parmi les mesures envisagées, l'annonce par le Président de la République de l'ouverture des discussions pour revoir les conditions de remboursement des prêts aux entreprises. Le Président Museveni a annoncé

récemment : « Sur la question des prêts, nous allons discuter avec les banques pour voir comment résoudre ce problème. Non pas pour payer pour vous qui avez des prêts mais pour voir un moyen d'allonger la durée du remboursement. »

Additionally, the bank of Uganda published a public communication on credit relief measures taken to mitigate the economic impact of COVID 19. These credit reliefs are to be extended to borrowers of commercial banks, credit institutions and micro-finance as well as deposit taking Institutions. Other credit relief measures and terms include:

En outre, la Banque Centrale d'Ouganda a publié un communiqué sur les mesures d'allègement des crédits prises pour atténuer l'impact économique du COVID 19. Ces allègements de crédit doivent être étendus aux emprunteurs

des banques commerciales, des établissements de crédit, des microfinances et des institutions de dépôt. Les autres mesures et conditions d'allègement de crédit comprennent:

- Les allègements de crédit seront accordés dans un délai de 7 mois à compter du 1er avril 2020
- Le remboursement d'arriérés comme conditions pour la restructuration d'une facilité de crédit sont suspendues pour douze mois à compter du 1er avril.
- La décision d'offrir un allègement de crédit à un client ou de refuser une demande d'allègement de crédit d'un client ne relève plus de la banque mais relève désormais de la responsabilité du Régulateur (IFS)

Pour soutenir les moyens de subsistance des populations et

les efforts du gouvernement, certaines entreprises ont mobilisé et fourni de l'argent, des EPI, des voitures et des motos. Le président a déclaré qu'ils avaient déjà reçu 31 véhicules, 3.280.140.000 shilling ougandais (environ 863 000 USD) et 343 000 \$ en dons, et d'autres apports sont toujours attendus.

Des efforts ont été faits pour distribuer de la nourriture et d'autres produits essentiels aux communautés les plus pauvres. Le gouvernement a également décidé de donner des indemnités pour les agents de santé.

Les citoyens sont vigilants, tout comme les dynamiques organisations non gouvernementales ainsi que les partis politiques d'opposition qui dénoncent régulièrement certains actes considérés

comme une mauvaise utilisation du fonds d'aide, une distribution inéquitable de la nourriture ou des aliments malsains et l'incapacité d'assurer la livraison des articles de première nécessité au moment opportun aux communautés touchées par le confinement. Il y a eu également une vive agitation concernant l'allocation par le Parlement de 10 milliards de shilling ougandais (environ 2,6 millions de dollars US) du budget national aux députés pour lutter contre le COVID-19.

Rôle des syndicats

En ce qui concerne les mesures prises sur les lieux de travail, elles peuvent être classées en apparence en trois parties selon leur secteur et leur situation géographique. On distingue :

1) Le cas où tous les employés campent dans les locaux de l'entreprise et où les opérations se poursuivent comme d'habitude.

2) Le cas où peu d'employés en tant que personnel essentiel pour les opérations de l'entreprise ont été campés mais la majorité des travailleurs ont été renvoyés

chez eux.

3) Et le cas où ils ont décidé de fermer les opérations jusqu'à ce que la situation soit normalisée, compte tenu du fait qu'il n'est pas possible de camper des travailleurs ou d'être sûr d'avoir un stock suffisant de matières premières.

Les cas sont distincts. Dans certaines entreprises, il a été octroyé une prime aux agents pour se prendre en charge. Dans d'autres, même s'ils ne travaillent pas, les employés continuent de recevoir leur rémunération.

Le rôle joué par l'Organisation Nationale des Syndicats d'Ouganda (NOTU) et ses affiliés a essentiellement consisté à garantir le respect des droits des travailleurs et, lorsque les

entreprises continuent par opérer, à garantir et à s'assurer que les EPI sont fournis et les mesures de la politique nationale sur le COVID 19 respectées.

Les syndicats dans certains cas ont pu négocier avec les employeurs pour qu'une indemnité de prise en charge soit versée aux travailleurs qui ont été renvoyés chez eux.

Le gouvernement ougandais a

apparemment réagi le plus rapidement possible et ses efforts ont dans les faits conduit à relativement peu de cas confirmés de COVID 19.

Cependant, davantage d'efforts doivent être consacrés à la sensibilisation des citoyens aux dangers face à la maladie et à leur transmettre le message approprié en recourant moins à la force pour garantir le respect des restrictions et des protocoles de prévention de la propagation du virus. Ils doivent également augmenter le taux de dépistage et de suivi des personnes contacts des patients et de ceux qui sont en quarantaine. Il serait également utile que les syndicats renforcent leur rôle dans la lutte contre le COVID-19 au niveau national. Cela peut les aider à obtenir une place plus importante en mettant en avant les intérêts des travailleurs dans l'effort de relance lors de la reconstruction nationale après la fin de la crise du coronavirus.

Riposte face au **COVID-19**: Le cas du Rwanda



Le premier cas de coronavirus a été signalé au Rwanda, le 14 mars. Après quoi, le gouvernement a annoncé, le 15 mars, la première série de mesures visant à prévenir et à contrôler la propagation du virus. Les écoles ont été fermées et une interdiction temporaire a été instituée pour prohiber les

conférences, les cultes religieux, les célébrations de mariage et les autres rassemblements de masse. Le gouvernement a également ordonné que tous les employés des secteurs public et privé, qui le pouvaient, soient autorisés à travailler à domicile.

Six jours plus tard, le 21 mars, le gouvernement a décrété un

confinement national, qu'il a récemment prolongé pour la deuxième fois jusqu'au 30 avril 2020. Suite à décret, les frontières du pays ont été fermées pour restreindre le mouvement des voyageurs, à l'exception des ressortissants et des résidents légitimes qui retournaient au pays, sous condition d'accepter une mise en quarantaine obligatoire de 14 jours. Les transporteurs de marchandises ont été également autorisés à entrer et sortir du pays. Parmi les autres restrictions de voyage et de déplacement figure l'interdiction temporaire des voyages non essentiels entre les différents districts et villes du pays.

En plus des hôpitaux, des pharmacies et d'autres centres de soins de santé, les autres services essentiels ont été autorisés à exercer leurs activités pendant le confinement. Parmi ceux-ci figurent les marchés et

magasins qui vendent les vivres et autres produits d'épicerie ; les banques et les stations-service. Les transports publics ont été autorisés à rester en service en vue de desservir les fournisseurs des services essentiels. Toutefois, les transporteurs sont tenus de prendre les précautions nécessaires, notamment en ce qui concerne l'hygiène et la distance d'au moins un mètre entre les passagers.

Une équipe de travail sur le COVID-19 composée uniquement de hauts fonctionnaires représentant les institutions gouvernementales a été mise en place pour suivre l'application des mesures.

Le gouvernement a immédiatement chargé les institutions d'administration locale et les organes de sécurité de veiller au respect des nouvelles instructions. Le gouvernement a également demandé la

coopération et l'implication de tous les acteurs, y compris le secteur privé, les coopératives, les églises, les organisations de la société civile, les syndicats en vue de promouvoir l'application des mesures.

Le gouvernement a également lancé une campagne intensive de sensibilisation, en utilisant des messages communs diffusés à travers les médias traditionnels, comme la radio, la télévision et les mégaphones. Les images du Président de la république illustrant le respect de la distanciation sociale, la manière de se laver les mains et les autres protocoles sont également diffusées.

Difficultés liées à l'application du confinement

Il convient de noter qu'il était très difficile d'appliquer et

de respecter les mesures proposées, notamment au cours des deux premières semaines. Cela, parce que les restrictions ont été imposées dans un délai très court et sans préavis.

Parmi les personnes les plus touchées figurent les travailleurs qui ont migré des zones rurales vers Kigali pour y exercer un emploi, en laissant ainsi leurs familles à la campagne. Certains voulaient rentrer en raison du confinement, mais ils n'ont pas pu le faire parce que le délai était très court. Les restrictions sur les transports publics ont affecté de manière particulière et dramatique les fameux transporteurs à moto, communément appelés «Taxi moto» qui représente le principal moyen de transport à Kigali et une importante source d'emploi pour les jeunes.

Il y a également les travailleurs de la construction qui n'ont pas

été payés avant le confinement, du fait que le délai était très court. Les travailleurs occasionnels rémunérés à la journée ont également souffert du confinement.

Certains fournisseurs de services essentiels, notamment les vendeurs de nourriture, ne pouvaient pas immédiatement satisfaire à toutes les conditions requises pour exercer leurs activités. A titre d'exemple, certains fournisseurs ont trouvé trop coûteux de mettre à la disposition de leurs clients des désinfectants et des distributeurs d'eau pour le lavage des mains ; ils avaient également du mal à munir leur personnel des masques, comme prévu.

Il y avait également des magasins d'alcool qui n'étaient pas classés comme services essentiels mais qui continuaient d'ouvrir, parce que l'annonce du confinement

avait entraîné un afflux important de clients qui cherchaient à faire des provisions de boissons et ne savaient pas combien de temps le confinement allait durer.

Mesures socio-économiques

Le gouvernement a annoncé des mesures visant à soutenir les entreprises et à minimiser la baisse des flux de trésorerie susceptibles d'impacter le remboursement des prêts et le maintien du personnel.

Les mesures à court terme comprennent :

- la flexibilité dans la restructuration des prêts et le report des paiements aux banques commerciales
- la réduction du taux de réserves obligatoires à compter du 1er avril 2020, en vue de permettre aux banques de disposer de plus

de liquidités susceptibles de mieux soutenir les entreprises touchées

- le remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée aux petites et moyennes entreprises en vue de permettre à ces dernières d'avoir une marge de manœuvre pendant la période intermédiaire
- la prolongation du délai de produire la déclaration de revenu et de payer l'impôt sur le revenu d'entreprise et la flexibilité visant à améliorer leurs trésoreries (prolongation de 2 semaines pour les grandes entreprises et d'un mois pour les petites et moyennes entreprises)

Mesures à moyen et long terme :

- le fonds de soutien pour un relèvement à plus long terme, selon les modalités en cours (les

détails supplémentaires seront communiqués d'ici mai 2020).

Des mesures ont également été prises en vue d'encourager l'utilisation des supports numériques et des paiements mobiles sans contact afin de limiter le risque de transmission du virus. Le virement d'un compte vers le portefeuille mobile et le virement d'argent à travers le téléphone portable et autres points de vente virtuels seront effectués sans frais de service.

Le gouvernement a lancé une opération de distribution gratuite de denrées alimentaires et de produits sanitaires essentiels aux ménages identifiés comme les plus touchés par la crise actuelle. L'initiative a été mise en œuvre initialement dans certaines zones de trois districts de Kigali jugés prioritaires du fait qu'ils sont les plus touchés par le confinement. Les autorités

étudient actuellement la possibilité d'étendre cette aide à d'autres villes. De plus, de nombreux citoyens à travers le pays ont apporté leur contribution pour aider les voisins vulnérables.

Rôle des syndicats

Le rôle de la Centrale des syndicats des travailleurs du Rwanda (CESTRAR) a essentiellement consisté à publier son point de vue sur les mesures prises et à faire des recommandations. Dans son deuxième communiqué sur la riposte nationale face au COVID-19, la CESTRAR a entre autres :

- réitéré sa satisfaction devant les différentes mesures fermes et opportunes prises par le gouvernement et l'application réussie des mesures visant à contenir le COVID-19
- Salué le travail, le courage et l'héroïsme des travailleurs du secteur de la santé et d'autres services essentiels, notamment les services de sécurité.
- indiqué que plusieurs entreprises ont suspendu leurs activités et que cela a impacté négativement les relations professionnelles et a fait subir des pertes de revenu à de nombreux travailleurs, y compris les travailleurs occasionnels et les travailleurs de l'économie informelle.
- fait remarquer que certains employeurs ont unilatéralement suspendu les contrats

de travail de leurs employés pour diverses raisons (économiques, techniques, financières) et a souligné que cette suspension n'est pas conforme à la législation régissant les relations de travail au Rwanda et a également demandé que les représentants des travailleurs soient consultés pour négociation.

• demandé au ministère des services publics et du travail de mettre en place des lignes directrices spécifiques en vue de mettre un terme à ces illégalités croissantes avant que n'éclate une crise et a recommandé de sauvegarder les principes du dialogue social entre les représentants des employeurs et des travailleurs.

La fédération des employeurs a indiqué à travers les médias qu'elle est prête à discuter avec le gouvernement sur les modalités de soutenir les travailleurs dont l'emploi a été affecté par le COVID-19. Parmi les suggestions avancées figurent notamment des allègements fiscaux et des subventions aux entreprises sous forme des paiements des

factures de services publics afin de permettre à celles-ci de payer les salaires de leurs employés.

Le Rwanda a obtenu un crédit de 109,4 millions de dollars du Fonds monétaire international et un allègement de la dette de 11 millions de dollars de la même institution. Le gouvernement semble prêt à entreprendre des

investissements pour soutenir surtout les secteurs qui ont souffert des mesures introduites pour lutter contre le COVID-19. Les efforts des syndicats doivent toutefois être renforcés pour veiller que la voix des travailleurs soit dûment prise en compte dans le processus de relance et que le dialogue social soit de plus en plus utilisé pour décider des mesures sociales et économiques susceptibles d'impacter les conditions de vie de la population en général.

La riposte du Ghana au **COVID-19**



Le Ghana a actuellement enregistré le taux le plus élevé d'infections au COVID-19 en Afrique de l'Ouest. En date du 20 avril 2020, le nombre total de cas confirmés au Ghana s'élevait à 1.042, avec 9 décès. Ce chiffre place le Ghana en 5ème position des pays qui ont le plus grand nombre de

cas de COVID-19 confirmés en Afrique, après l'Égypte (3.333 cas), le Maroc (3.046 cas), l'Algérie (2.718), l'Afrique du Sud (3.300 cas) et le Cameroun (1.163 cas). Une plus grande partie des cas enregistrés au Ghana sont apparemment importés d'autres pays. Néanmoins, un nombre

croissant de cas locaux sont découverts grâce à la recherche des contacts. Le Ghana à procéder activement aux tests de dépistage et apparemment, il est le deuxième pays après l'Afrique du Sud à avoir réalisé un nombre élevé de tests. Selon les services de santé du Ghana, le nombre total d'échantillons analysés à ce jour s'élève à 60.916 personnes. Maintenant, le Ghana a enregistré 99 cas de guérison.

Riposte et mesures stratégiques du gouvernement pour combattre le COVID-19

La réponse politique du gouvernement ghanéen destinée à contenir la propagation du COVID-19 et à alléger le fardeau de cette crise sanitaire sur les citoyens ghanéens est structurée autour de 5 objectifs principaux :

1. Limiter et arrêter l'importation du virus
2. Contenir la propagation
3. Offrir des soins adéquats aux malades
4. Limiter les conséquences du virus sur la vie sociale et économique
5. Inspirer le développement des capacités nationales et renforcer l'autonomie

Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement a prévu plusieurs mesures qui font l'objet d'une révision occasionnelle, le cas échéant. Le Président du Ghana tient la population ghanéenne régulièrement informée de l'application des mesures proposées. Le Président fait le point chaque semaine, et au 19 avril, il en a déjà fait sept.

Parmi les initiatives en réponse au COVID-19, en cours d'application figurent:

Mesures d'incitation économique et financière

Le ministère des Finances du Ghana a proposé un programme de lutte contre le coronavirus approuvé par le Parlement pour remédier aux perturbations des activités économiques, atténuer les difficultés de la population, sauver et revitaliser l'industrie. Ce programme comprend :

- Un minimum d'un milliard de Ghana cedis (173,6 millions de dollars américains) pour les ménages et les entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises.
- La réduction de 1,5 % du taux directeur et de 2 % des réserves obligatoires, avec une facilité de crédit de trois milliards de

cedis ghanéens (521 millions de dollars), pour soutenir l'industrie, en particulier dans les secteurs pharmaceutique, hôtelier, des services et manufacturier.

- L'octroi d'un allègement supplémentaire, tel que l'extension de la date de dépôt de la déclaration d'impôt d'avril à juin ;
- La réduction de deux pour cent (2 %) des taux d'intérêt par les banques, à compter du 1er avril 2020 ;
- Un moratoire de six (6) mois sur le remboursement du capital des entités des secteurs du transport aérien et de l'hôtellerie, notamment les hôtels, les restaurants, les services de location de voitures, les vendeurs de produits alimentaires, les exploitants de taxis et d'Uber. Tous les autres risques de crédit sectoriels

doivent être examinés au cas par cas ;

- La création d'un fonds COVID-19, géré par un conseil d'administration indépendant, pour recevoir les contributions et les dons du public afin de contribuer au bien-être des indigents et des personnes vulnérables.

Interventions et soutien d'ordre social

- Fourniture des rations alimentaires sèches et de repas chauds à quatre cent mille (400.000) personnes et foyers dans les zones de restriction touchées
- Absorption des factures d'eau pour les 3 prochains mois, notamment avril, mai et juin. Approvisionnement en eau pour les communautés vulnérables

- Réduction de la facture d'électricité pour les 3 prochains mois, notamment avril, mai et juin

- Réduction des prix de forfaits pour les services Internet
- Les utilisateurs d'argent mobile peuvent envoyer gratuitement jusqu'à 100 Cedis ghanéens ; et une augmentation de 100 à 300 % des limites quotidiennes des transactions d'argent mobile

Paquet spécial pour les travailleurs de la santé

- Une police d'assurance pour un montant de 350 000 Cedis ghanéens en faveur de chaque professionnel de la santé et professionnel paramédical à la ligne de front
- Indemnité journalière de 150 Ghana Cedis versée aux

personnes chargées de retrouver les contacts

- Exonération fiscale sur les émoluments des travailleurs de la santé pour les 3 prochains mois, notamment avril, mai et juin
- Allocation supplémentaire de cinquante pour cent du salaire de base par mois pour les mois de mars, avril, mai et juin pour tous les travailleurs à la ligne de front.
- La gratuité du transport en bus pour acheminer les professionnels de la santé des principales villes sur des itinéraires spécifiques pendant toute la durée des restrictions à la circulation

Distribution des documents suivants au personnel de santé et aux personnes

chargées de la recherche et de tests de dépistage des contacts :

- Dix-sept mille (17 000) combinaisons
- Trois cent cinquante mille (350 000) masques
- Dix-sept mille (17 000) lunettes de protection
- Deux mille quatre cents (2 400) thermomètres sans contact
- Trois cent cinquante mille (350 000) gants
- Vingt-cinq mille (25 000) désinfectants pour les mains
- Trente mille (30 000) kits de dépistage
- Recrutement de mille (1 000)

agents de santé communautaires et mille (1 000) volontaires supplémentaires

- Une centaine de pickups
- Deux mille cinq cents (2 500) tablettes

Les mesures décrites ci-dessus, annoncées le 27 mars lors du 5e discours du président à la nation, sont en pleine phase de réalisation.

Le 20 avril, le gouvernement ghanéen a levé le confinement partiel de trois semaines avec restriction de des mouvements dans la capitale, Accra et les principales zones sensibles du pays. D'autres restrictions, notamment l'interdiction des rassemblements sociaux et la fermeture des écoles, restent en vigueur, tandis que les passages frontaliers et l'interdiction des voyages en avion restent intacts pendant deux semaines

supplémentaires.

Le pays continue de suivre la propagation de la maladie grâce à une surveillance accrue et de mener des actions d'éducation du public pour prévenir la propagation du virus. Dans son 7e discours à la nation, le Président a également souligné l'utilisation de drones pour accélérer la livraison des échantillons et un nouveau programme de tests rapides. Le pays a également augmenté la production locale d'équipements de production individuelle.

Mesures et interventions syndicales pour lutter contre le COVID-19

Le mouvement syndical dirigé par le Congrès des syndicats du Ghana (TUC-Ghana) a présenté les préoccupations des travailleurs au gouvernement au cours des réunions avec

le Président de la république et ses ministres. Dans un communiqué de presse daté du 23 mars, le TUC a présenté au gouvernement un certain nombre de recommandations à prendre en considération dans ses mesures d'intervention face au COVID-19. Par la suite, le TUC a coordonné les contributions d'un certain nombre de ses affiliés aux mesures gouvernementales qui affectent des catégories de travailleurs dans les secteurs de services publics, de transports, de santé, de banques, de travailleurs maritimes et du bâtiment. D'autres syndicats et associations de travailleurs non affiliés au TUC, en particulier dans le secteur de santé, ont également été consultés par le gouvernement pour formuler des réponses au COVID-19. L'Union ghanéenne des associations de commerçants (GUTA) a également participé à une campagne d'éducation pour inciter les membres à apprécier le séjour à la maison pendant le

confinement.

Conformément à l'interdiction des rassemblements publics, le TUC dans un communiqué, publié le 14 avril 2020, a annulé sa célébration annuelle du 1er mai.

Le Ghana a été présenté comme l'un des pays d'Afrique ayant déployé des efforts louables pour lutter contre le COVID-19 et ayant pris des mesures importantes pour soutenir différentes catégories de sa population. Bien que ces initiatives soient apparemment de grande envergure, il subsiste toutefois quelques zones grises et lacunes, y compris :

- La levée précoce et soudaine de l'interdiction concernant les restrictions aux mouvements de personnes
- La mauvaise organisation de

la distribution de nourriture aux groupes vulnérables

- La politisation de la crise
- Les interventions sociales limitées pour les populations vulnérables, par rapport à l'aide massive en faveur de l'industrie

Dans une large mesure, le gouvernement ghanéen a fait preuve d'un grand leadership dans la lutte contre COVID 19 et a fait des progrès remarquables dans l'effort de contenir le virus. Cependant, il semble que le pays n'a pas encore atteint son plus haut niveau d'infections. Ainsi, il est souhaitable que les enseignements tirés jusqu'à présent des lacunes susmentionnées puissent à l'avenir aider le gouvernement à améliorer ses mesures d'intervention. De plus, l'expérience du COVID-19

a renforcé la nécessité d'investir davantage dans des systèmes de soins de santé universels de qualité et dans d'autres dispositions de protection sociale, y compris les programmes de transferts monétaires pour les groupes vulnérables de la population. Ceci est important, compte tenu du fait qu'environ 87% de la main-d'œuvre ghanéenne est employée dans l'économie informelle, quasiment sans dispositions de protection sociale. De plus, environ 3.008.034 de personnes, soit 10% de la population ghanéenne, vivent en dessous du seuil de pauvreté de la Banque Mondiale, qui est de 1,90 USD par jour. Enfin, comme la plupart des pays africains, le Ghana doit renforcer son plan de gestion des catastrophes et allouer des fonds adéquats pour les futures situations d'urgence et crises de cette nature.

Algérie face au **COVID-19** dans un contexte de crise de confiance de la population



L'Algérie est connue comme le deuxième pays africain, après l'Égypte, à annoncer le cas confirmé de la nouvelle maladie causée par le coronavirus. Elle est également connue comme le seul pays qui a rapidement déporté le cas de référence, 3 jours après le dépistage. Cet article examine comment ce pays se bat pour contenir la pandémie face à l'augmentation des cas d'infection et de décès ; comment les mesures tiennent dans un contexte caractérisé par le manque de confiance de la population, tel qu'illustré par le mouvement de protestation ; le rôle que les syndicats ont joué et ce qu'ils peuvent faire pour apporter davantage leur contribution à l'éradication du virus et au processus de relance socio-économique?

Mesures du gouvernement contre le COVID-19

Parmi les mesures de prévention et de lutte contre le COVID-19 adoptées par le gouvernement algérien, on peut citer l'existence d'un système de surveillance et d'alerte, qui a permis de découvrir les premiers cas d'infection; la mise en quarantaine des voyageurs qui reviennent des pays infectés et des personnes qui présentent des symptômes ; la suspension des voyages aériens et maritimes en provenance et à destination de l'Europe, puis l'interdiction totale de voyager ; la fermeture des frontières ; les restrictions des rassemblements sociaux, sportifs et religieux à l'échelle nationale, notamment l'interdiction des manifestations de masse dans les rues ; le confinement et le couvre-feu imposés aux différents niveaux du territoire national en fonction de l'intensité de la propagation du virus dans les régions.

D'autres mesures comprennent le déploiement des forces armées pour faire appliquer les mesures d'auto-isollement, la création de centres d'isolement et de traitement, la création de lignes téléphoniques d'urgence pour répondre aux questions du public, ainsi que des communications et des mises au point officielles régulières.

Dans le but de pallier les conséquences socio-économiques de ces restrictions, le gouvernement algérien a adopté un certain nombre de mesures. Il s'agit notamment de la flexibilité fiscale et moratoire sur le remboursement des prêts en faveur des entreprises aux différents niveaux ; le paiement des cotisations de sécurité sociale aux travailleurs ; le congé payé exceptionnel pour au moins 50% du personnel de chaque institution et administration publique (se référer à l'Arrêté de l'Exécutif portant sur les

mesures de prévention et de contrôle de la propagation du COVID-19 en faveur des travailleurs du secteur public, publié dans le Journal officiel n°. 15, dimanche 22 mars 2020) ; les femmes enceintes, les mères allaitantes et les travailleurs ayant des vulnérabilités médicales devaient bénéficier en priorité de congé exceptionnel ; l'encouragement des employeurs à adopter des mesures de travail à domicile, lorsque cela est possible. Le personnel de santé, quel que soit son employeur, le personnel relevant de la Direction générale de la sécurité nationale, le personnel relevant de la Direction générale de la protection civile et d'autres ont été considérés comme étant dispensés [de leur travail] et mobilisés pour la lutte contre ce virus. Depuis, le pays fait appel aux agents sanitaires volontaires non engagés par l'État.

Premier cas et réaction initiale de la population

Les rassemblements de masse sont considérés comme une menace directe à l'ambition mondiale d'utiliser la distanciation sociale pour aplatir la courbe de la pandémie. En fait, il est intéressant de voir comment le mouvement de protestation algérien avait réagi à l'apparition de la maladie dans le pays. Avant la confirmation du premier cas du COVID-19 en Algérie, le mouvement de protestation du pays (Hirak) poursuivait encore ses manifestations publiques régulières en signe de rejet de l'élection présidentielle de décembre 2019, qui a amené le nouveau président au pouvoir. En raison de la crise de confiance qui sévit dans le pays, il ressort des rapports que le mouvement de protestation a d'abord considéré l'annonce de la pandémie comme un autre canular monté par le gouvernement

pour imposer des mesures de restriction de la liberté. Ce qui a peut-être contribué au changement de perception, c'est la progression très rapide de l'infection et l'augmentation de taux de mortalité. En moins de trois semaines après la confirmation du premier cas, le pays a enregistré plus de 302 cas d'infection et 21 cas de décès. A partir de ce moment, la population a compris qu'il était nécessaire de s'unir contre la pandémie et de reporter sa lutte politique et ses revendications à plus tard.

Lacunes constatées dans les mesures adoptées

1. L'une des lacunes évidentes reste le niveau élevé de méfiance de la population à l'égard du gouvernement. Certains craignent que le COVID-19 ne soit utilisé comme prétexte pour réprimer les personnes ayant des opinions politiques

divergentes, au moment où la communauté internationale est assez préoccupée par la pandémie. Aussi longtemps que cette perception persiste, il sera plus difficile pour le gouvernement de communiquer effectivement avec la population en cette période de crise.

2. La pénurie d'équipement de protection individuelle (EPI) – il s'est avéré impérieux de combler le besoin des agents de santé algériens en équipement de protection individuelle, lorsque que le taux d'infection a commencé d'augmenter. Le manque d'équipement de protection individuelle adéquat a exposé les agents de santé aux dangers de contamination et même de mort. Le pays a poussé un soupir de soulagement lorsqu'il a été approvisionné en équipement de protection individuelle, en médicaments et autres fournitures. Il n'y a pas encore de chiffres disponibles

sur les agents de santé infectés par le virus.

3. Il y a peu d'informations pour montrer que les syndicats sont directement et visiblement impliqués dans les efforts du gouvernement national visant à contenir le COVID-19.

4. Le faible soutien aux ménages indigents et aux migrants qui subissent les effets néfastes du confinement et du couvre-feu - il est nécessaire d'orienter davantage le soutien économique et fiscal vers les ménages pauvres, sans exclure les ménages monoparentaux dirigés par des femmes.

5. La crainte palpable des

problèmes économiques après le COVID-19. Pour l'Algérie, les recettes pétrolières représentent la source principale de revenu. Le 10 mars, le Premier ministre a exprimé sa crainte selon laquelle l'effondrement du prix du pétrole menace de plonger le pays dans une «crise multidimensionnelle sans précédent». Par conséquent, il est à craindre que la crise découlant de l'effondrement des prix du pétrole, couplée à la crise politique et du coronavirus n'entraîne de graves conséquences politiques pour le pays, si elle n'est pas bien gérée.

Rôles des syndicats

Les syndicats algériens peuvent jouer les rôles suivants :

1. Poursuivre la mobilisation et la sensibilisation de leurs membres et de la population en vue de continuer d'encourager l'application des normes et des directives de sécurité et des mesures de distanciation sociale. L'utilisation de messages courts, directs et appropriés à travers les médias sociaux fiables peut être explorée en vue d'assurer l'échange d'information. Il est probable que la communication avec la population en général pourrait contribuer à améliorer la confiance et les relations dans le pays, étant donné que l'unité est nécessaire dans ces circonstances. Les syndicats sont encouragés à identifier, explorer et exploiter les opportunités possibles pour l'unité nationale.

2. Certes, en temps de guerre, l'objectif principal est de

rester en vie et de vaincre l'ennemi. Le gouvernement algérien a, justement, déployé des militaires dans les villes et les rues pour faire respecter les différentes mesures de confinement qui ont été adoptées. Le plaidoyer syndical sur le respect des droits humains et syndicaux sera également nécessaire afin que les libertés civiles ne soient pas inutilement violées sous le prétexte de lutter contre le COVID-19. Les syndicats devraient également surveiller et signaler les mesures adoptées par le gouvernement afin d'attirer l'attention en faveur des travailleurs, de populations et des communautés qui sont exclus par rapport aux mesures palliatives mises en place par l'État.

3. Les migrants font partie des groupes vulnérables dans

cette crise sanitaire mondiale. L'Algérie est à la fois un pays de transit et de destination des migrants; elle envoie également des migrants à l'étranger. Par conséquent, il est essentiel que les syndicats continuent de mener des actions solidaires et contre la discrimination en vue de garantir les droits des migrants en Algérie. Les syndicats peuvent apporter leur contribution en mobilisant des vivres et

d'autres biens essentiels en faveur des migrants qui sont dans des camps.

4. Le mouvement syndical doit s'affirmer en termes de visibilité et de dynamisme dans le combat contre le virus. La visibilité est indispensable pour réclamer le dialogue social et la participation dans les processus d'élaboration des politiques et de relance après le COVID-19.

Le Nigeria se bat pour prévenir et contrôler le **COVID-19**



Mesures adoptées

La mobilisation rapide des ressources et de la main-d'œuvre du Nigéria, sous l'égide du Centre nigérian de contrôle des maladies (NCDC), pour lutter contre la maladie à virus Ebola en 2014 avait été acclamée et saluée par la communauté internationale

et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Aujourd'hui en 2020, le Nigéria et en effet le monde entier, est confronté à une crise sanitaire mondiale à laquelle il n'a pas été préparé, d'autant plus que cette nouvelle maladie à coronavirus a des effets et une propagation

beaucoup plus dévastateurs que la maladie à virus Ebola. Comment le pays a-t-il réagi jusqu'à présent ? Quelles sont les lacunes observées par rapport aux mesures adoptées ? Comment ces lacunes peuvent-elles être comblées et quels rôles les syndicats ont-ils joué et peuvent-ils encore jouer pour réussir dans la lutte contre cette pandémie et le processus de relance [socio-économique] après le COVID-19 ?

Premier cas confirmé du COVID-19 : cas de référence, propagation progressive et inquiétudes concernant les mesures adoptées

Jeudi, le 27 février 2020, en début de journée, le Nigeria a annoncé son premier cas confirmé de COVID-19. Cette confirmation a conduit à la mise en œuvre du Centre d'opération d'urgence nationale sur le coronavirus.

Une équipe de travail présidentielle chargée de contrôler le COVID-19, largement dominée par les représentants du gouvernement, excluant ainsi les partenaires sociaux. Parmi les mesures adoptées figurent la création de centres d'isolement à travers toute la Fédération; l'interdiction de voyager dans les pays qui comptent plus de 200 cas confirmés de coronavirus; la fermeture de l'aéroport pour les vols internationaux et locaux; la fermeture des frontières terrestres; la fermeture des écoles, des lieux de culte, des centres sportifs et de divertissement, ainsi que la suspension d'autres événements fréquentés par la foule, tels que les mariages et les cérémonies funéraires. Des catégories de travail classées comme services essentiels ont été annoncées et les travailleurs relevant de ces catégories ont été exemptés des restrictions

de mouvement. Le déblocage de 920 millions de nairas (2 381 025 dollars) a été annoncé pour permettre aux agences de santé de planifier et de se prémunir contre la propagation de la maladie au Nigeria et 10 milliards de nairas (26 millions de dollars) ont été accordés à l'État de Lagos, qui est l'épicentre de l'épidémie. Le secteur privé organisé sous l'égide bannière de la «Coalition contre le COVID-19 (CACOVID-19)» et des personnes dévouées au bien public ont également fait don des ressources financières et matérielles. Les agents de sécurité ont été déployés dans tout le pays pour faire respecter les restrictions de mouvement. Malheureusement, selon certaines informations, le comportement discourtois et oppressif des agents de sécurité chargés de faire respecter les mesures de distanciation sociale a entraîné plus de décès que le virus.

Environ un mois après ces premières mesures de prévention et de contrôle, le président de l'Etat fédéral, M. Muhammadu Buhari, a annoncé le 29 mars 2020 qu'un confinement initial de 14 jours sera imposé à partir du 30 mars 2020 sur l'État de Lagos, l'État voisin d'Ogun et l'Etat d'Abuja, le territoire de la capitale fédérale. Ces États avaient commencé une semaine plus tôt à appliquer le confinement à des différents degrés avant le couvre-feu imposé par le gouvernement fédéral. Le confinement a été imposé pour faire respecter les mesures de distanciation sociale. Selon les mots du président Buhari, le gouvernement mettra en place des mesures pour préserver les moyens de subsistance des travailleurs et des propriétaires d'entreprises afin que leurs familles puissent traverser cette période très difficile dans

la dignité. Il a déclaré que les personnes les plus vulnérables de notre société recevraient des allocations conditionnelles de 20.000 nairas (soit 50 dollars) pendant les deux prochains mois. Les autres mesures palliatives comprennent une ration alimentaire pour les ménages vulnérables, un moratoire sur le paiement des impôts et des prêts, le versement d'indemnités journalières aux travailleurs de la santé.

Défis pour les mesures et menaces éventuelles pour les objectifs de prévention et de contrôle

Au moment de la rédaction de ce rapport (le 16 avril 2020 à 14H00) le Nigeria a enregistré 407 cas de personnes infectées par le COVID-19, 128 personnes se sont rétablies et 12 personnes sont décédées. Le taux d'infection au Nigeria a presque quadruplé après la première annonce de

mesures de distanciation sociale par les États les plus touchés, notamment Lagos, Ogun et Abuja. Cependant, lorsque l'on compare le taux d'infection du Nigeria à celui du Brésil qui avait annoncé son premier cas de référence le même jour, on peut être tenté de déduire que les mesures adoptées par le Nigeria fonctionnent. On peut donc affirmer sans risque que le Nigeria devra maintenir le cap sur ses mesures de prévention et de contrôle, et cela en dépit de quelques défis à relever pour réaliser la distanciation sociale, y compris :

1. La pauvreté généralisée et les inégalités croissantes. Le Nigeria est la plus grande économie d'Afrique, avec un produit intérieur brut par habitant estimé à 2.028 dollars en 2018, soit deux fois plus élevé que celui de ses voisins, dont le Bénin, le Tchad et le Niger. Le pays est également très inégalitaire. Le

coefficient de Gini de l'inégalité des revenus parmi la population du Nigéria est de 39. Il a baissé de 10 points depuis 2010. Le pays se trouve sous le seuil d'alerte internationale de 40, et cela signifie que les conditions sociales et économiques dans le pays sont très négatives. Ces conditions sont en train de se manifester pendant le confinement. Les gens se plaignent des difficultés et la plupart enfreignent les directives de distanciation sociale à la recherche de moyens pour survie. Il y a également des cas signalés d'augmentation de la criminalité.

2. Les mesures palliatives inadéquates, mal gérées et coordonnées. Il est à craindre que la gestion des mesures palliatives, en particulier l'allocation conditionnelle et la ration alimentaire aux ménages indigents, ne laisse beaucoup à désirer étant donné que la

majorité des bénéficiaires prévus n'ont pas encore été atteints. Les dirigeants du parlement bicaméral du pays ont exprimé une déception similaire par rapport à la gestion des mesures palliatives.

3. Le niveau élevé de l'économie informelle et l'absence d'aide salariale aux travailleurs. L'économie nigériane représente plus de 65% des activités de l'économie informelle, dont la majorité de travailleurs est constituée des salariés journaliers et à prédominance féminine. D'autres groupes vulnérables de travailleurs tels que les migrants, les handicapés et les travailleurs à temps partiel sont également des traits caractéristiques de l'économie informelle du Nigéria. Ces catégories de travailleurs sont durement touchées par les effets socio-économiques du confinement.

4. La pénurie d'équipements de protection individuelle et les mesures incitatives insuffisantes pour les travailleurs de la santé. Des cas de pénurie d'équipements de protection individuelle et de mesures incitatives insuffisantes pour les travailleurs de la santé et autres intervenants de première ligne ont également été signalés. Cela a entraîné une série de menaces de grève des travailleurs de la santé dans tout le pays. L'invitation des médecins chinois par le gouvernement nigérian a été rejetée par l'organisation de médecins nigériens. Elle a été considérée comme une atteinte au moral des travailleurs de la santé, qui estiment que leurs contributions et leurs sacrifices ne sont pas reconnus et appréciés.

5. Le faible niveau de dépistage systématique. Jusqu'à présent (11 avril), le pays a effectué moins de 8.000 tests de

dépistage du COVID-19, par rapport au Ghana (37.000), à l'Égypte (25.000) et à l'Afrique du Sud (73.000). Il est nécessaire d'augmenter le nombre de tests de dépistage dans le contexte des cas d'infection de deuxième génération signalés au sein des communautés, cela par rapport au schéma antérieur d'infection introduite par des individus provenant de l'extérieur du pays. Dans le cadre de l'engagement à augmenter les tests de dépistage, le gouvernement de l'État de Lagos a commencé à identifier les cas de porte-à-porte pour détecter les cas possibles de COVID-19 dans le pays, tandis que le NCDC a commencé à engager plus de personnel médical pour effectuer les tests de dépistage.

6. La faible participation des partenaires sociaux dans le processus dirigé par le gouvernement. La plupart des processus de gestion de

COVID-19 par le gouvernement (au niveau fédéral et des États) se sont déroulés sans la participation des partenaires sociaux, contrairement à la bonne pratique que l'on peut obtenir du Botswana. Néanmoins, les partenaires sociaux ont été actifs dans la mobilisation et l'éducation de leurs membres et de la population en général sur les mesures adoptées pour la prévention et le contrôle du COVID-19. Les syndicats

ont également demandé avec insistance au gouvernement de protéger les emplois, de chercher des moyens d'en créer d'autres et de garantir les revenus.

Rôles des syndicats

En fonction des lacunes identifiées, les rôles des syndicats sont clairement définis, y compris :

1. Continuer d'encourager leurs membres et la population en général à respecter les mesures adoptées pour la distanciation sociale ; à rester vigilants, actifs et prêts à déployer leurs capacités de plaidoyer pour protéger les intérêts socio-économiques des travailleurs et de la population en général. A titre d'exemple, il convient de noter que la protestation des

syndicats du Nigeria a réussi à stopper une hausse des tarifs d'électricité qui devrait être appliquée pendant cette période de lutte contre le COVID-19.

2. Continuer à surveiller et à interpeller les gouvernements au niveau fédéral et des États en ce qui concerne les pénuries d'équipements de protection

individuelle et les mesures incitatives pour les travailleurs de la santé. À ce jour, nous disposons d'informations selon lesquelles 33 travailleurs de la santé ont été mis en quarantaine et un médecin est mort d'infection qu'il a contractée des personnes infectées qu'il soignait.

3. Les syndicats devront également se préparer une lutte éventuelle pour défendre les salaires des travailleurs contre toute tentative des employeurs visant à les forcer à contribuer au processus de relance économique après le COVID-19. Il y a déjà des rumeurs qui circulent, selon lesquelles les gouvernements des États envisagent d'imposer des déductions sur les salaires des fonctionnaires. Il est conseillé aux syndicats d'élaborer des politiques

économiques et fiscales alternatives à proposer aux gouvernements pour sauvegarder les revenus.

4. Insister et plaider pour des processus de relance post-COVID-19 élargis et inclusifs. Les emplois, les travailleurs et les salaires sont directement affectés par le COVID-19. La composition actuelle de l'équipe de travail nigériane sur la relance après le COVID-19 devrait inclure les partenaires sociaux, en particulier les syndicats. Par ailleurs, les intervenants de première ligne sont des travailleurs et la plupart d'entre eux sont syndiqués. Pour y parvenir, les syndicats peuvent envisager d'utiliser les contacts formels et informels établis, ainsi qu'une éventuelle consultation bipartite avec les employeurs. De plus, la volonté

constante de soutenir et de commenter les mesures de relance du Nigéria après le COVID-19 permettrait au gouvernement de rester

vigilant. L'appel récent lancé à la Banque mondiale relatif à une remise de dette en faveur du Nigeria est un pas dans la bonne direction.

Le COVID-19 s'est avéré être un problème de santé et de sécurité évident sur le lieu de travail et dans la communauté. La contribution des syndicats est essentielle dans la lutte pour prévenir et contrôler l'épidémie qui risque de se déclencher au Nigeria et en Afrique. Par conséquent, la lutte contre le COVID-19 est une guerre que le Nigéria et l'Afrique doivent mener et gagner. Le mouvement syndical nigérian doit rester mobilisé et prêt pour faire en sorte que la courbe d'infection soit aplatie et que le virus soit vaincu pour que tôt ou tard la vie revienne à la normale.

La Tunisie face au défi du **COVID-19**



La Tunisie a des liens historiques étroits avec l'Italie. Le fait que l'Italie éprouve des difficultés devant le coronavirus inquiète profondément les Tunisiens. Leurs inquiétudes sont liées au fait que l'Italie dispose de meilleurs services et infrastructures de santé que la

Tunisie. Ces préoccupations sont en partie la raison pour laquelle les citoyens se conforment aux mesures gouvernementales. Par ailleurs, en signe de solidarité avec le peuple italien et pour contribuer aux mesures mondiales visant à freiner la propagation, la Tunisie a envoyé une équipe de personnel

médical en Italie. Cet article examine la manière dont la Tunisie fait face à l'épidémie, les lacunes des mesures adoptées par le gouvernement, le rôle joué par les syndicats et la manière dont ils peuvent encore apporter leur contribution.

Mesures adoptées par le gouvernement tunisien

Mesures de santé publique: la Tunisie a enregistré son premier cas de COVID-19 le 2 mars 2020. Le 17 avril, les statistiques faisaient état de 864 cas d'infection, 37 cas de décès et 43 cas de guérison. Le gouvernement a adopté des mesures de santé publique pour contenir la pandémie. Parmi ces mesures figurent le dépistage, depuis fin janvier, des passagers qui se présentent à tous les points d'entrée, et l'auto-isolément obligatoire de 14 jours

à l'arrivée; la suspension des vols internationaux et la fermeture des frontières maritimes, sauf pour les vols de rapatriement à destination et en provenance de la Tunisie ; les installations de quarantaine à travers le pays ; le maintien d'une bonne communication, en informant régulièrement la population et en renforçant la sensibilisation à travers les services d'assistance téléphonique fonctionnant 24 heures sur 24 pour les soins médicaux d'urgence liés au coronavirus, ainsi que la création d'un site web officiel convivial pour permettre à la population d'accéder aux informations fiables. Parmi les mesures supplémentaires figurent le placement de certaines personnes en auto-quarantaine obligatoire ; un couvre-feu général de 18 heures à 6 heures du matin ; l'interdiction de tout rassemblement public et de tout déplacement entre les villes, sauf pour des besoins essentiels avérés; et la fermeture des écoles

et des universités. L'armée a été appelée à faire appliquer les mesures de distanciation sociale. L'allocation budgétaire pour les dépenses de santé a été augmentée et un fonds de 100 millions de dinars (34 274 millions de dollars) a été créé pour l'acquisition d'équipements pour les hôpitaux publics.

La solidarité entre les Tunisiens s'est accrue pour soutenir le ministère de la santé dans ses efforts, notamment par des dons et du bénévolat.

Mesures sociales et économiques

Il convient de dire que la Tunisie est l'un des pays africains qui a déployé des mesures socio-économiques, fiscales et monétaires relativement solides pour lutter contre le COVID-19. Plus précisément,

le gouvernement a promis 850 millions de dollars américains pour que les paquets économiques et sociaux soient distribués à la population (la plus vulnérable, en particulier dans l'économie informelle) en vue d'atténuer les effets du confinement. Les autres mesures comprennent : 150 millions de dinars (51 411 millions de dollars) de transferts en espèces pour les ménages à faible revenu, les personnes handicapées et les sans-abri ; le report de paiement d'impôt sur le revenu des sociétés, d'autres taxes et cotisations sociales des entreprises ; l'exonération de la TVA ; les procédures de remboursement de la TVA et l'accélération des remboursements ; le rééchelonnement des taxes et des arriérés douaniers pour fournir des liquidités au secteur privé ; la limitation des licenciements ; des allocations de chômage temporaire financées à hauteur de 300 millions de

dinars (102 822 millions de dollars). Par ailleurs, la Banque centrale tunisienne (BCT) a réduit son taux directeur de 100 points de base (Pb), en mars. Le 20 mars, la BCT a en outre annoncé un ensemble de mesures visant à soutenir le secteur privé, en demandant aux banques de différer les paiements sur les prêts existants et de suspendre tous les frais pour les paiements et retraits électroniques. La banque centrale a également demandé aux banques de reporter le remboursement des crédits des employés pour une période de 3 ou 6 mois, en fonction du niveau de revenu net. En outre, le gouvernement a annoncé un ensemble de mesures financières comprenant la création de fonds d'investissement (600 millions de dinars), une garantie de l'État pour les nouveaux crédits (500 millions de dinars), l'activation d'un mécanisme permettant à l'État de couvrir la différence entre le taux directeur et le taux

d'intérêt effectif sur les prêts d'investissement dans la limite de 3 %.

Lacunes observées dans les mesures et rôles possibles des syndicats

La Tunisie, berceau du Printemps arabe, a pu constater que la population se soucie de plus en plus de profiter des dividendes de la révolution qui a évincé le président Ben Ali et qui a inauguré une nouvelle ère dans ce pays. Le gouvernement actuel, conscient de cette attente légitime, a décidé de présenter un vaste plan COVID-19. Cependant, il y a quelques lacunes, y compris :

1. La disponibilité tardive et la distribution lente des mesures palliatives promises à la population. Cela a conduit à des protestations qui ont éclaté, le 30 mars, à travers le

pays, comme les gens affluaient dans les rues pour exiger que le gouvernement tienne sa promesse (850 millions de dollars de paquets sociaux) de soutenir les ménages pendant le confinement imposé et le couvre-feu de 18 heures à 6 heures du matin.

2. Un processus solitaire de gestion de la riposte officielle par le gouvernement. Rien ne prouve que les partenaires sociaux sont formellement cooptés dans la Commission nationale sur le COVID-19.

Rôles des syndicats

a. Le report de toutes les grèves prévues par l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) est un bon geste. Le syndicat devrait encourager et exhorter davantage les travailleurs et la population en général à respecter les mesures de distanciation sociale et les autres protocoles de normes de prévention et de contrôle. Les syndicats peuvent le faire en formulant des messages à diffuser à travers par les

plateformes de médias réguliers et sociaux.

b. L'engagement de l'UGTT de mobiliser 100.000 dinars (soit 34.274 dollars) pour la création du fonds «1818» destiné à aider les travailleurs qui ont perdu leurs revenus à cause de la pandémie est digne d'éloges. Plus précisément, l'UGTT a lancé un appel aux travailleurs pour qu'ils fassent don d'une

journée de travail au fonds. L'UGTT et les différentes agences gouvernementales superviseront le fonds.

c. La demande très louable de l'UGTT au gouvernement de poursuivre la protection sociale pendant la crise et de garantir les salaires et les droits des travailleurs du secteur privé dans les entreprises durement touchées, notamment les entreprises du secteur gastronomique et touristique. L'UGTT doit rester vigilante et continuer à plaider en faveur de mesures qui permettront d'inverser les difficultés socio-économiques auxquelles les travailleurs et la population sont confrontés. Les syndicats doivent également surveiller efficacement les différentes mesures sociales, fiscales et économiques proposées par le gouvernement. Il sera nécessaire pour les syndicats d'interpeller les

agences gouvernementales d'exécution compétentes pour toute lacune observée dans l'application des mesures palliatives.

d. La Tunisie a donné au dialogue social son essence, sa pertinence et son efficacité. C'est un outil qui a déjà fait ses preuves, que l'UGTT connaît bien. Les syndicats doivent continuer à utiliser cet outil pour garantir les droits sur le lieu de travail et pour obtenir des mesures nationales plus larges et plus inclusives susceptibles de freiner la propagation du COVID-19 et de favoriser la relance après cette pandémie. Dans ce processus, le syndicat doit exploiter davantage de connaissances sur l'impact de la pandémie sur les travailleurs et le monde du travail afin d'améliorer sa contribution au bien-être des travailleurs et aux efforts de relance après la pandémie.

La riposte du Kenya face au **COVID-19**



La pandémie du coronavirus a atteint le Kenya en mars 2020 et les premiers cas ont été signalés à Nairobi et à Kilifi. Au 23 avril 2020, le Kenya avait effectué 14.704 tests de dépistage et comptait 336 cas confirmés de COVID-19, 14 cas de décès et 95 cas de guérison. Le Kenya est classé en troisième position de pays de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique, ayant les taux d'infection les plus élevés. Il est derrière le Djibouti et l'Ile Maurice qui comptent respectivement 846 et 328 cas.

Le gouvernement kenyan, comme la plupart des pays, a été proactif en proposant des mesures et des réponses globales relatives à la crise en vue de contenir et d'arrêter la propagation du virus. Les mesures prises pour freiner la propagation comprennent des recommandations de politique générale et des modes de comportement.

Imposition de restrictions et du confinement

La liste de mesures de confinement adoptées par le gouvernement du Kenya comprend : la fermeture de la plupart des espaces sociaux non essentiels en vue d'empêcher les rassemblements de masse ; l'incitation au travail à distance, le cas échéant; la suspension des vols internationaux (à l'exception des vols de fret) et l'imposition d'une mise en quarantaine de 14 jours pour

les personnes qui reviennent de l'étranger ; la mise en place des installations d'isolement; et les protocoles de distanciation sociale qui implique la limitation du nombre de passagers dans le transport public.

Le 6 avril, le Kenya a décrété le confinement total dans 4 comtés, y compris Nairobi, Mombasa, Kilifi et Kwale.

Parmi les autres mesures préventives figurent :

- La mise en quarantaine obligatoire de 14 jours de toute personne ayant été en contact avec un sujet infecté par le coronavirus
- L'institution d'un couvre-feu nocturne (entre 19 heures et 5 heures du matin).
- L'interdiction de voyages à

destination et en provenance de la capitale Nairobi et certaines parties des comtés voisins de la ville de Nairobi. Ces mesures s'appliquent également à certains comtés de la région côtière

- La fermeture des écoles, des bars, des lieux de divertissement, des églises et des mosquées
- Toute personne est tenue de porter un masque facial en public, faute de quoi elle sera arrêtée
- L'interdiction d'importer de la friperie dans le pays.

En plus des mesures de prévention décrites ci-dessus, le gouvernement du Kenya a apporté un appui financier et social supplémentaires permettant d'atténuer les effets de la pandémie. Au 15 avril 2020, la liste comprenait :

Des mesures de stimulation économique et financière

Le gouvernement a affecté 40 milliards de shillings kenyans (soit environ 374 millions de dollars) aux dépenses supplémentaires de santé, visant notamment à renforcer la surveillance, les services de laboratoire, les unités d'isolement, l'équipement, l'approvisionnement et la communication, la protection sociale et l'aide financière, l'aide alimentaire et les fonds destinés à accélérer le paiement des obligations existantes afin de soutenir la trésorerie des entreprises pendant la crise.

Un ensemble de mesures fiscales a également été proposé par le gouvernement. Il comprend un allègement complet de l'impôt sur le revenu de personnes gagnant moins de l'équivalent de 225 dollars par mois, une réduction de 30 à 25 % du taux de

l'impôt retenu à la source, cela à compter du 1er avril 2020, une réduction de 30 à 25 % du taux de base de l'impôt sur le revenu des entreprises, une réduction de 3 à 1 % du taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires des petites entreprises et une réduction de 16 à 14 % du taux normal de la TVA.

Des interventions et du soutien d'ordre sociale

Le gouvernement va maintenir le soutien d'ordre social qu'il accorde aux 1,2 million de Kenyans dans le cadre du programme d'aide financière, notamment aux personnes âgées, aux orphelins, aux enfants vulnérables et aux personnes ayant un handicap sévère.

Le gouvernement a créé un fonds COVID-19 en vue de sauver des centaines de vies. A cette fin, le président et le vice-président ont accepté une réduction de salaire de 80 %, tandis que les ministres

recevront 30 % de moins de leurs salaires mensuels et que les secrétaires principaux et les secrétaires administratifs en chef ont accepté une réduction de salaire de 20 % et 30 % respectivement.

Parmi les directives présidentielles destinées à atténuer les risques du Covid-19 sur le lieu de travail figurent :

Le congé acquis : il est conseillé à tous les membres du personnel ayant accumulé des jours de congé de partir en congé avec l'approbation de leurs gestionnaires ou superviseurs afin de réduire au minimum le nombre d'employés en service exerçant des fonctions d'appui.

La réduction de l'encombrement : les membres du personnel doivent travailler en rotation. Les membres du personnel exerçant des fonctions d'appui ont été

autorisés à travailler en rotation en vue de décongestionner les unités opérationnelles et de réduire l'exposition possible à l'attaque virale.

La possibilité de travailler à domicile: Les chefs de département sont tenus d'identifier les membres du personnel à libérer pour travailler à domicile, en établissant des tâches et des objectifs clairs pour la durée prévue. Ces membres du personnel doivent prendre compte de leur travail quotidien à leurs gestionnaires ou superviseurs, en ligne. Ils peuvent également être rappelés au bureau dans un délai court, en cas de besoin.

Le membre du personnel ayant un problème médical préexistant : le membre du personnel ayant un problème médical préexistant est exempté des horaires de rotation spécifiques à chaque département en vue de

minimiser le risque d'exposition.

Les équipements de protection individuelle pour une protection adéquate des travailleurs :

les médecins en service dans les installations d'isolement et de traitement de coronavirus doivent être dotés d'équipements de protection individuelle. De plus, il est prévu la distribution massive de masques produits localement.

Actions et réponses syndicales face au COVID-19

En réponse à l'appel lancé par le président du Kenya aux personnes et aux organisations d'apporter leurs contributions au fonds COVID-19 mis en place par le gouvernement, le Secrétaire Général de la COTU, dans une lettre datée du 2 avril, a appelé les membres de son Conseil d'Administration

et ses affiliés à envisager une réduction salariale d'au moins 30 % en faveur du fonds.

Pour sensibiliser les travailleurs et la population en général, la COTU-K a élaboré un certain nombre de campagnes et de matériels éducatifs, notamment des affiches sur «le port du masque : les bonnes pratiques», «la protection de soi et des autres» et «les équipements de protection individuelle» pour prévenir la propagation du virus.

A travers ses plateformes de médias sociaux, la COTU-K continue d'encourager les Kenyans à se protéger et à suivre les directives édictées par le ministère de la santé.

Grâce au mécanisme tripartite et au dialogue social, la COTU-K continue d'engager le gouvernement, le ministère du travail et de la protection sociale et la Fédération des

employeurs du Kenya sur les moyens les plus efficaces de contenir la propagation du virus et d'atténuer les souffrances des travailleurs. Dans une interview, le Secrétaire Général a appelé le gouvernement à donner priorité à la distribution de nourriture aux habitants des bidonvilles, aux personnes qui ont perdu leur emploi et leur maison ainsi qu'aux sans-abri.

Bien que le gouvernement kenyan et les principales parties prenantes, notamment les syndicats et la fédération des employeurs du Kenya, semblent avoir adopté ces mesures globales visant à contenir la propagation du virus et à réduire les souffrances des personnes les plus vulnérables de la société, les dernières informations qui nous sont parvenues insinuent l'existence des lacunes et des limites qu'il faut combler. Ces informations signalaient :

- Les brutalités policières exercées sur les citoyens suite à l'annonce du couvre-feu national, le 25 mars 2020
- L'évasion de personnes mises en quarantaine dans les centres d'isolement, cela à cause de mauvaises conditions dans ces centres
- La discrimination et la stigmatisation des personnes soupçonnées d'être infectées

Il est important que les syndicats poursuivent le travail

de plaider et de lobbying en cours et les efforts déployés en vue d'amener toutes les principales parties prenantes à travailler en collaboration dans le but de mieux s'attaquer aux lacunes susmentionnées tout en renforçant les dispositions de protection sociale en faveur des groupes les plus vulnérables de la société kenyane, en particulier les travailleurs de l'économie informelle qui n'ont presque pas de protection sociale, et les personnes vivant dans des quartiers surpeuplés où il n'y a pas d'hygiène adéquate et de services de santé de qualité.

Reponse de L'Afrique du Sud et rôle des syndicats dans la lutte contre le **COVID-19**



Le premier cas du COVID-19 en Afrique du Sud a été signalé le 5 mars 2020. Le 13 mars, alors que le nombre de cas est passé à 17, le Président Cyril Ramaphosa a déclaré un état de catastrophe nationale et a annoncé le confinement national qui a débuté le 26 mars 2020. Ce confinement avait pour but de freiner la

propagation du coronavirus à travers l'interdiction des rassemblements publics. Au 21 avril 2020, l'Afrique du Sud comptait plus de 126.000 tests de dépistage effectués, 3.465 cas de COVID-19 confirmés, 58 cas de décès et 903 cas de guérisons. Il convient de noter que l'Afrique du Sud est le premier pays du continent

africain à avoir effectué le plus grand nombre de tests. Une équipe de travail dirigée par le Président et composée de parties prenantes, y compris les syndicats et les entreprises, a été mise en place. Cette équipe se réunit trois fois par semaine et a pour mandat de gérer la pandémie en identifiant, entre autres, les multiples moyens de prévenir la propagation du virus. Le Ministre de la santé tient régulièrement la nation informée sur les progrès réalisés dans cette lutte. Actuellement, l'Afrique du Sud est dans sa deuxième phase de confinement qui a été prolongé jusqu'à la fin avril 2020.

Aperçu des mesures de confinement

En bref, les règlements d'application du confinement ordonnent :

i. L'interdiction de vente des

boissons alcoolisées

ii. L'interdiction de rassemblements publics (y compris les cultes religieux et les célébrations de mariages)

iii. L'interdiction de faire le jogging à l'extérieur de la maison

iv. La fermeture de certaines institutions publiques, y compris les écoles

v. La fermeture des frontières

vi. Que les gens soient seulement autorisés à sortir pour aller chercher des biens et des services essentiels, notamment faire les courses, aller à la pharmacie

vii. Une peine de six mois de prison ou une amende pour toute violation des règlements. Le gouvernement a également annoncé que:

viii. Les citoyens sud-africains

et les résidents en provenance des pays à haut risque doivent être soumis à une quarantaine automatique de 14 jours

ix. Des étrangers arrivant sur des vols en provenance de pays à haut risque ont été interdits d'entrer dans le pays

x. Des voyageurs internationaux en destination de l'Afrique du Sud ont été mis en quarantaine dans leurs hôtels pendant 14 jours.

De plus, le gouvernement a lancé une campagne de dépistage du COVID-19 permettant de déployer des agents de santé dans les villages et les régions éloignées du pays. Le dépistage est effectué dans des foyers. Le gouvernement a l'intention d'identifier le plus grand nombre possible de cas positifs pour fournir ensuite un traitement rapide et approprié aux personnes infectées ou qui présentent des symptômes du

virus.

Réponse du secteur privé sud-africain face au COVID-19

Sous l'égide d'entreprises, en tant que partenaire social, le secteur privé s'est engagé à travailler avec le gouvernement à tous les niveaux et a rallié d'autres parties prenantes autour de la lutte de l'Afrique du Sud dans le but de ralentir la propagation du COVID-19. Un certain nombre d'entreprises, y compris MTN, Standard Bank, ABSA, AngloGold Ashanti, Old Mutual, Ned bank, SASOL, FNB, et Multichoice se sont réunies pour aider le gouvernement dans cette lutte. « Nous travaillons sur plusieurs fronts pour soutenir les prestataires de soins de santé, renforcer les réponses communautaires en matière de santé et d'hygiène, et apporter une aide aux plus vulnérables

de la société», a déclaré le représentant de Standard Bank of South Africa Limited.

Défis de l'application des mesures de confinement

Il y a eu différentes réponses parmi les citoyens en termes de respect des mesures du confinement, en particulier pendant les premières semaines. Les forces de défense ont été déployées en vue de soutenir la police dans l'effort de faire respecter les mesures. La police a dû pourchasser ceux qui ne respectaient pas les mesures et, dans certains cas, les forces de défense ont eu recours à la force pour imposer le confinement aux citoyens. Cependant, dans les townships pauvres comme Alexandra, il s'est avéré difficile d'assurer l'application des mesures en raison de la surpopulation du township. La plupart des gens qui y vivent

sont pauvres et travaillent dans l'économie informelle. Les quartiers de ce township sont très défavorisés ; les gens n'ont pas accès aux services sociaux adéquats comme l'eau courante et plusieurs ménages partagent des toilettes.

Réponses des syndicats du secteur de la santé

Les membres des syndicats du secteur de la santé sont ceux qui ont exprimé haut et fort leurs inquiétudes concernant la protection de leurs membres. Le Syndicat sud-africain des travailleurs de la santé et services connexes a appelé à ses membres leurs droits et a émis une directive leur enjoignant de se retirer si le gouvernement et le ministère de la santé ne fournissent pas d'équipements de protection individuelle. L'Organisation démocratique des infirmiers d'Afrique du Sud

(DENOSA), qui est un syndicat des infirmiers, s'est également jointe à la protestation pour que des mesures efficaces soient prises en vue de protéger leurs membres à la suite d'informations selon lesquelles des infirmiers ont été infectés pendant le service. Ils ont discuté avec le ministre de la santé des meilleurs moyens de protéger ces travailleurs indispensables au front, en leur fournissant des vêtements de protection et des articles de toilette appropriés.

Le Syndicat national de l'éducation, de la santé et des travailleurs assimilés (NEHAWU) a fait une déclaration publique à la suite de l'annonce du confinement par le président et a depuis soulevé des questions concernant la sécurité de ses membres. Dans son communiqué de presse, le syndicat a fait part de ses préoccupations concernant les mauvaises conditions dans les hôpitaux et les espaces

communs où ses membres sont censés travailler et s'occuper de plusieurs personnes. Le syndicat a également entraîné le Ministre de la santé devant le tribunal du travail en vue d'exprimer ses préoccupations concernant le manque d'équipements de protection individuelle dans les hôpitaux. Le syndicat a exigé que le gouvernement, par l'intermédiaire du ministère de la santé, garantisse la santé et la sécurité des travailleurs de la santé. Quoique le jugement rendu ait été défavorable, les préoccupations du syndicat sont justifiées compte tenu de la pénurie mondiale d'équipements de protection de travailleurs de la santé.

Participation et riposte globale des syndicats face au COVID 19

Les autres syndicats sud-africains sont, en même temps,

en train de donner des directives spécifiques à leurs membres et aux travailleurs en général sur la manière de confronter le COVID-19 sur les lieux de travail. A titre d'exemple, le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) fournit des informations sur son site web et a mis en place un numéro national d'assistance téléphonique permettant aux membres de signaler des cas ou des problèmes relatifs au COVID-19. Le Syndicat national des travailleurs des mines a également publié une liste de préalables pouvant aider [d'autres parties prenantes] à affronter la crise plus efficacement en collaboration avec les entreprises et le gouvernement.

Plus important encore, les syndicats sud-africains travaillent en étroite collaboration avec les autres partenaires sociaux représentés au sein du Conseil national du

développement économique et du travail (NEDLAC). Les syndicats représentent les travailleurs au sein du NEDLAC à travers le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), la Fédération des syndicats d'Afrique du Sud (FEDUSA) et le Conseil national des syndicats (NACTU).

Dès le début, le Président sud-africain a rencontré le NEDLAC pour discuter de la façon de procéder pour atténuer l'impact économique de la pandémie du COVID-19 et du confinement y afférent sur l'Afrique du Sud. Après avoir examiné ces questions avec les autres parties prenantes, le NEDLAC a élaboré des recommandations à l'intention de l'équipe nationale chargée du COVID-19. Ces recommandations portent sur :

- L'appel aux employeurs à ne pas obliger les travailleurs de se présenter au travail sous prétexte qu'ils sont un service

essentiel;

- L'assurance chômage ;
- Le congé annuel, en soulignant qu'il n'est pas obligatoire ;
- Les litiges professionnels, en soulignant qu'ils doivent être suspendus en attendant la levée des mesures de confinement ;
- Les questions sectorielles pour lesquelles les syndicats sont encouragés à engager des négociations avec les employeurs à travers les conseils de négociation ;
- La sécurité alimentaire pour éviter les pénuries de produits alimentaires résultant des achats dictés par la panique ;
- Le gel des prix sur les denrées alimentaires;
- Les amendements à la loi sur la santé et la sécurité au travail pour couvrir le COVID-19 acquis

dans le cadre professionnel ;

- La fourniture des moyens de transport à tous les travailleurs devant effectuer un travail ;
- Le soutien aux communautés;
- L'amélioration de la riposte en matière de santé publique;
- La sécurité d'approvisionnement en équipements de protection individuelle
- L'application des moyens identifiés pour améliorer l'hygiène sur le lieu de travail;
- Les tests abordables et accessibles ; et
- La vaccination contre la grippe.

Mesures d'aide économique et sociale

Les mesures annoncées par le

Président Ramaphosa, le 21 avril 2020, dans le cadre d'une aide économique et sociale élargie pour la lutte contre COVID-19 comprend :

i. Un budget santé extraordinaire pour affronter le coronavirus.

ii. La réouverture progressive de l'économie avec un budget extraordinaire d'environ 500 milliards de rands (environ 26,3 milliards de dollars) consacré au coronavirus et l'orientation des ressources vers la lutte contre la pandémie. Cela comprendra la redéfinition des priorités d'environ 130 milliards de rands (6,8 milliards de dollars US) dans le cadre du budget actuel.

iii. Un financement supplémentaire de 20 milliards de rands (environ 1 milliard de dollars) sera mis à la disposition des municipalités pour l'approvisionnement d'urgence en eau, la désinfection accrue des transports et des installations

publiques, et la fourniture de nourriture et d'abris aux sans-abri.

iv. L'assistance aux familles les plus vulnérables du pays à travers une subvention temporaire de 50 milliards de rands (environ 2,63 milliards) de 6 mois, consacrée à la lutte contre Coronavirus.

v. La distribution de 250 000 colis alimentaires à travers le pays au cours des deux prochaines semaines en partenariat avec le Fonds de solidarité, des ONG et des organisations communautaires.

vi. Mettre de côté 100 milliards de rands supplémentaires (environ 5,26 milliards de dollars) pour la protection des emplois et la création d'emplois.

vii. L'introduction d'un système de garantie de prêt de 200 milliards de rands (10,52 milliards de dollars) en partenariat avec

les grandes banques, le Trésor public et la Banque de réserve sud-africaine en vue d'aider les entreprises à faire face aux coûts opérationnels, tels que les salaires, le loyer et le paiement des fournisseurs.

En concluant l'annonce de mesures visant à soutenir les entreprises et la population pendant cette période de crise, le président a également indiqué la trajectoire à suivre pour le relèvement après la pandémie, en disant : «En nous appuyant sur la coopération qui se met en place entre tous les partenaires sociaux pendant cette crise, nous accélérerons les réformes structurelles nécessaires pour réduire le coût des affaires, promouvoir la localisation et l'industrialisation, remanier les entreprises publiques et renforcer le secteur informel».

L'Afrique du Sud et son gouvernement ont fait preuve

d'un leadership exceptionnel pour l'Afrique, en ce qui concerne la réponse au COVID-19. Cela s'explique aussi bien par la rapidité de la réponse que par l'engagement ferme des syndicats, des entreprises et de la communauté en général dans l'élaboration de la série de mesures de lutte contre la crise.

La déclaration du président Ramaphosa stipulant que leur stratégie économique à l'avenir va exiger un nouveau pacte social entre tous les acteurs (les entreprises, les syndicats, les communautés et les gouvernements) afin de restructurer l'économie et de parvenir à une croissance inclusive et que l'Afrique du Sud va forger un pacte pour une transformation économique radicale susceptible de garantir et de promouvoir la situation économique des femmes, des jeunes et des personnes handicapées, et de faire de nos villes, nos villages, nos zones

rurales des centres d'activité économique dynamiques est la bienvenu.

Elle jette les bases pour réaffirmer l'engagement total de la société sud-africaine en faveur de la reconstruction et du redéploiement d'efforts visant à réaliser les rêves qui accompagnaient la libération du pouvoir exercé par la minorité blanche sur la majorité des Sud-Africains. La reconstruction et la restructuration de l'économie politique sud-africaine peuvent servir d'exemple et de grande source d'inspiration pour le reste de l'Afrique.

L'expérience du Gabon dans la gestion de la crise sanitaire du **COVID-19**



Malgré la mise en place de mesures gouvernementales rigoureuses depuis l'annonce de son premier cas positifs le 12 mars 2020, le Gabon se retrouve aujourd'hui avec 176 cas de personnes infectées dont 3 décès et 30 cas rétablis. D'après les statistiques, le Gabon

enregistrerait environ deux (2) à trois (3) cas supplémentaires toutes les soixante-douze (72) heures. Pour une gestion efficace de la crise, le gouvernement gabonais a mis en place un comité de pilotage du plan de veille et de riposte contre la pandémie à Coronavirus (COPIL-Coronavirus) constitué

d'experts multidisciplinaires. A la différence des autres pays de la région, le Gabon a mis en place une politique de gestion de la crise bien propre à elle-même malgré le peu d'expérience du pays dans la gestion de pandémie.

Les mesures de restriction

Depuis le conseil des ministres du 16 mars 2020, l'Etat gabonais a pris une série de mesures préventives dont la dernière en date reste le couvre-feu de 19h30 à 6 heures du matin qui est en cours depuis le 22 mars 2020 sur tout le territoire national.

Entre autres mesures, on note la fermeture des crèches, de bars, boîtes de nuit, établissements scolaires et universitaires, la limitation de vols commerciaux, l'interdiction de rassemblement

de plus de 30 personnes, la fermeture des motels, interdiction de circulation de trains de voyageurs et vols passagers, limite des passagers dans les transports en public (soit 3 personnes par taxi et 9 personnes par taxi bus), fermeture partielle des marchés. Tous les déplacements entre Libreville et le reste du pays sont désormais interdits jusqu'à nouvel ordre, sauf en cas de force majeure.

Désormais, le port de masques est obligatoire dans les espaces publics sur l'ensemble du territoire avec possibilité d'une amende pour les contrevenants. A cet effet le Gouvernement travaille à assurer leur disponibilité en mettant à contribution la taillerie de l'Armée et des artisans locaux pour confectionner les masques lavables et réutilisables.

Les Mesures économiques et sociales

Pour accompagner les populations pour faire face au confinement, le président Ali Bongo a dévoilé le 3 mars les « mesures d'aide massives exceptionnelles » que le Gabon entend mettre en œuvre pour faire face au choc sanitaire du covid-19.

Avec un plan de riposte à 250 milliards de FCFA, le Gabon prévoit de venir en aide aux entreprises en difficulté de trésorerie et celles qui en cessation d'activité ou à la peine à cause de la crise sanitaire et maintenir la stabilité des conditions de vie des gabonais.

Sur le plan économique, le Gouvernement prévoit :

- La réduction de 50% des patentes et l'impôt synthétique

libératoire pour accompagner les petits commerces et les entreprises de services à la personne ;

- La création d'un guichet de financement d'urgence de 225 milliards de Francs CFA pour répondre immédiatement aux besoins urgents de trésorerie des entreprises ;

- Un moratoire sur les échéances de dettes envers les banques s'effectuera sans aucune pénalité pour toute entreprise en cessation d'activité ou en grande difficulté liée à la crise ;

- Les remises d'impôt aux entreprises citoyennes qui préserveront l'emploi feront montre de solidarité et d'exemplarité en cette période de crise ;

- La défiscalisation des primes exceptionnelles octroyées aux

employés qui exerceront leur activité professionnelle durant la période de confinement ;

Pour le volet social :

- Les stocks des moyens de prévention, des équipements de protection, des accessoires médicaux et des médicaments sont renforcés avec la prise en charge gratuite des patients testés positifs au Covid-19 ;

- L'État injectera 4 milliards de francs CFA par mois pour le règlement des factures d'électricité et 2 milliards pour l'ensemble des factures d'eau pour les personnes les plus fragiles et économiquement faibles jusqu'à nouvel ordre ;

- Les bailleurs sont appelés à suspendre le temps du confinement partiel, la perception des loyers des personnes sans revenus dont la

liste sera arrêtée ultérieurement par le Gouvernement

- Un fonds d'aide de 2,5 milliards de Francs CFA a été mis en place pour compenser les pertes des petits propriétaires liées à la précédente mesure ;

- Les transports terrestres assurés par les compagnies publiques seront totalement gratuits pour l'ensemble des usagers à compter de la semaine prochaine et jusqu'à nouvel ordre ;

- Le pouvoir d'achat des travailleurs sera préservé, par la mise en place d'une allocation de chômage technique. Vous percevrez entre 50 et 70% de votre salaire brut mensuel hors primes ;

- Pour les faibles revenus, compris notamment entre 80 mille Francs CFA et 150

mille Francs CFA, ils seront intégralement maintenus ;

- Dans le but d'apporter une aide alimentaire aux personnes en situation de détresse et d'urgence, l'État injectera dans ce fonds 5 milliards de Francs CFA pour créer une banque alimentaire.

Au-delà de ces mesures d'accompagnement assez intéressantes pour accompagner la population, le gouvernement gabonais a mis en place des moyens pour faciliter le dépistage de masses avec la gratuité du dépistage dans les 60 centres publics équipés à cet effet.

Toutefois, il est évident que l'État gabonais doit mettre en place un dialogue inclusif et intégrer l'inclusion sociale dans les stratégies de gestion de la crise sanitaire actuelle du COVID-19

et de façon générale dans les programmes de protection sociale nationales.

Le rôle des syndicats

Face à l'inexistence d'une intersyndicale au Gabon, les syndicats participent à la résolution de la crise avec l'État en rang dispersée. Les partenaires sociaux que sont les syndicats ne sont pas invités à prendre part aux différents dialogues.

Néanmoins, la Confédération Syndicale Gabonaise (COSYGA) affiliée à la CSI-Afrique très active sur le terrain pour sensibiliser les communautés pour la mise en œuvre et le suivi des mesures annoncées par le président de la république.

La COSYGA a également entrepris des actions de collecte d'information en lien avec la

violation des droits des travailleurs et travailleuse dans les entreprises et dans le secteur public. Les résultats de cette collecte de données permettront aux organisations syndicales de mener de renforcer leurs actions de plaidoyer pour la protection des droits des travailleurs dans tous les secteurs d'activités du pays.

Il est important pour les syndicats de s'impliquer dans le renforcement du dialogue social pour assurer la représentation conséquente de tous les acteurs dans la prise de décision sur la réponse à tous les niveaux dans la riposte du Covid-19 tout en veillant au respect des droits des travailleurs.

La République démocratique du Congo prise au piège d'une catastrophe sanitaire



A peine sortie de deux épidémies de maladie à virus Ebola, la RDC confrontée depuis plus d'un an à une épidémie de rougeole, doit désormais mener bataille contre la pandémie du Covid-19. Confrontée à une crise sanitaire alarmante dans un environnement politique instable, la République Démocratique du Congo est appelée à compter avant tout sur ses atouts, y compris sa capacité d'organisation et la discipline de sa population. A la date du 18 Avril 2020, les statistiques ont indiqué que la RDC est le pays le plus touché de l'Afrique centrale avec 327 cas confirmés dont 27 cas de guérison et 25 cas de décès.

Mesures de restriction

L'état d'urgence sanitaire a été décrété sur toute l'étendue du territoire national en vue de combattre l'épidémie du Covid-19 qui, par sa nature et sa gravité, met en péril la santé de la population. La capitale Kinshasa est, depuis le 10 mars, l'annonce du premier cas de Covid-19, le foyer de cette épidémie en République démocratique du Congo (RDC). Toutefois, le virus a désormais atteint les provinces d'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Dès la confirmation des premiers cas, le Président de la république a annoncé une série de mesures parmi lesquelles figurent la suspension, jusqu'à nouvel ordre, des vols en provenance des pays à risque et des pays de transit. Seuls les avions, les navires et autres moyens de transport acheminant des marchandises seront autorisés

à entrer sur le territoire national et le personnel à bord de ces moyens de transport seront soumis aux tests de dépistage.

Le gouvernement a mis en place des dispositifs de surveillance en vue de renforcer le respect de restrictions de mouvements des passagers à travers les frontières aériennes et terrestres ainsi que les différentes provinces pour éviter la propagation de cette pandémie sur le reste du pays.

En plus de la fermeture des écoles, des universités, des institutions d'enseignement supérieurs officiels et privés, des lieux de culte et des lieux publics au niveau national, à compter du jeudi 19 mars 2020, pour une durée de 4 semaines, tous les rassemblements, toutes les réunions et toutes les célébrations de plus de 20 personnes en dehors du domicile familial ont été prohibés. Par ailleurs, certaines

communes ont été mises en confinement depuis plus d'une dizaine de jours. Plusieurs points de lavage des mains dotés des désinfectants et savons ont été mis en place, surtout dans des agglomérations à grandes affluences où le manque d'eau et d'électricité est quasi permanent.

Le personnel de santé en première ligne de la riposte se dit préoccupé devant le manque de matériel de protection, du stock limité de médicaments et d'autres équipements sanitaires adéquats.

Selon un rapport de l'équipe de riposte contre le Covid-19, les mesures de distanciation sociale ne sont pas respectées par les populations, et les experts redoutent une grande vague de transmissions intra-communautaires de la maladie, au cours des prochaines semaines. À Kinshasa, de

nombreuses personnes n'ont pas complètement pris conscience des dangers du Covid-19, notamment dans les quartiers et marchés populaires.

Les mesures économiques et sociales

Après l'évaluation de la situation macroéconomique, un certain nombre de mesures économiques ont été arrêtées par les membres du gouvernement. Ces mesures sont axées sur l'offre des produits de premières nécessités. Les autres mesures portent sur :

- L'exonération d'impôts, de droits, de taxes et de redevances sur l'importation et la vente des intrants pharmaceutiques ainsi que sur le matériel et les équipements médicaux liés à la pandémie, pour une période des 6 mois ;

- L'enlèvement sans délais des produits pharmaceutique actuellement en douanes ;
- La suspension de paiement de l'impôt locatif à charge des entreprises pour une période de 3 mois ;
- Le soutien à la relance des activités des entreprises au moyen d'un financement à taux zéro ;
- La suspension des missions de contrôle fiscale, parafiscale et économique dans les entreprises pour une période de trois mois ;
- La suspension de l'application de pénalité dans le dédouanement des marchandises et des produits de première nécessité pour une période de trois mois ;
- La levée des barrières policières, des postes de contrôle sur les voies d'acheminement de produits de premières nécessités dans l'intérieur du pays ;
- La continuité des activités en cours en utilisant un plan de rotation du personnel, en cas notamment d'une baisse d'activité avérée ou de service minimum et l'interdiction de tout licenciement massif fondé sur les mesures de confinement ;
- La suspension des perceptions provinciales sur les produits agricoles pour une période de trois mois ;
- La fourniture d'eau et d'électricité à titre gratuit pour une période de deux mois aux ménages, aux hôpitaux et aux petites et moyennes entreprises frappés par les

mesures de confinement ;

contraignantes prioritaires de la santé et de la relance de l'économie par rapport à d'autres dépenses ;

- L'Interdiction du déguerpissement des locataires n'ayant pas honoré leurs engagements uniquement de la période allant de mars à juin 2020 ;

- La création d'un fonds de soutien consacré à la riposte et à la crise ;

- La suspension de l'impôt sur la rémunération des fonctionnaires et la suspension de 15% de déduction sur les primes fonctionnaires pour une période de 3 mois ;

- La mobilisation des appuis aux budgets et à la balance de paiement, notamment par le biais de la Banque Mondiale, du FMI, de la BAD et d'Afrique Sim ;

- La suspension de la perception de la TVA à l'importation sur la production et la vente des produits de premières nécessités et des produits de consommation de masse pour une période de 3 mois ;

- La facilitation de recouvrement des factures de la REGIDESO, de la SNEL et de grands hôpitaux de l'État en souffrance au niveau du gouvernement ;

- L'amélioration de l'allocation des ressources en vertu de la reconnaissance de la prééminence des dépenses

- La négociation avec les partenaires pour le rééchelonnement de la dette extérieure.

Les actions des organisations syndicales

À ce stade de la pandémie les organisations syndicales mènent des actions de sensibilisation délocalisées visant à inviter la population et les communautés à respecter les mesures sanitaires édictées par le gouvernement.

L'intersyndical national du Congo coordonné par le Secrétaire Général de la CDT a salué toutes les mesures prises par le chef de l'État en vue de prévenir la population congolaise contre la contamination au coronavirus. L'intersyndical a mené plusieurs actions visant à inviter les travailleurs à observer les mesures de sécurité et à coopérer avec toutes les autorités sanitaires en vue de faciliter l'application intégrale de ces mesures et de la prise en charge en cas de contamination. L'intersyndical a également plaidé en faveur de

la mise en place des services minimum dans les entreprises, compte tenu des mesures de restriction du nombre de passagers dans les transports en commun. Il convient de noter que devant cette restriction tous les travailleurs n'auront pas la possibilité de se rendre au service à temps. Les syndicats ont demandé au gouvernement une révision du budget alloué à la lutte, parce qu'ils estiment que le budget actuel de 1,8 million de dollar est insignifiant pour lutter la pandémie et protéger la vie des Congolais.

De plus, les délégations syndicales sont invitées à engager des négociations avec le patronat sur la question des services minimums. Les délégations syndicales et patronat devraient établir ces services avec l'aide de l'inspection du travail ou des représentants du personnel.

Alors que la RDC a du mal à trouver sa voie dans le traitement du COVID-19, une déclaration du Dr Jean-Jacques Muyembe, coordinateur de la cellule de la riposte contre le Coronavirus annonçant que la RDC avait été sélectionnée pour des essais cliniques de vaccins contre les coronavirus qui sont en phase de production aux États-Unis, au Canada et en Chine, a suscité la controverse et beaucoup d'indignation des populations africaines du monde entier et même une déclaration de l'OMS sur le sujet.

Il est à espérer que l'Intersyndicale répondra à l'appel des Africains à travers le continent et dans

le reste du monde et fera campagne vigoureusement contre l'utilisation de la RDC comme laboratoire pour tester les vaccins contre les coronavirus qui peuvent également être testés là où ils sont produits. C'est d'autant plus le cas que le coronavirus a fait encore plus de ravages dans les pays où ils seraient producteurs. Les syndicats en RDC feront bien d'intensifier leur engagement dans la réponse en contenant COVID-19 pour aider à ouvrir la voie à leur implication active dans d'autres mesures alors que notre monde commence à se remettre de la crise sanitaire actuelle.

Le Sénégal face à la Crise du **COVID-19** un bon exemple en Afrique de l'Ouest



Avec un total de 350 patients déclarés positifs au Covid-19 à la date du 18 Avril 2020 avec 211 guéris et 3 décès, le Sénégal est l'un des pays de l'Afrique francophone à mettre en place un système de gestion inclusif appréciable de la Crise sanitaire actuelle.

Comme partout ailleurs dans le monde, la crise soudaine de la pandémie du Corona Virus a affaibli et continue d'affaiblir les économies, l'Afrique et le Sénégal n'étant pas du reste, le Sénégal enregistrerait en 2020 une baisse de 16% de ses exportations contre une hausse de 9% en 2019.

Au cours de ces dernières semaines, plusieurs secteurs économiques tels que la restauration, l'hôtellerie, le transport aérien et terrestre, la pêche, l'élevage, et les BTP ont été sérieusement affectés par la pandémie.

Mesures de restriction

Face à cette situation le gouvernement sénégalais a vite mis en place un plan de riposte qui met en exergue l'application de politiques économique et sociales efficaces appuyé par des mécanismes sanitaires urgentes pour une sortie de crise durable.

Le gouvernement a décrété l'état d'urgence sanitaire avec le maintien du couvre-feu de 20h à 6h du matin sur toute l'étendue du territoire et ce jusqu'au 04 mai 2020. En vue de limiter la propagation du virus,

un système de réglementation et de limitation de la circulation des personnes, des véhicules ou des marchandises à certains endroits et à certains moments a été instauré. Une interdiction générale ou spécifique de toutes les processions, défilés, rassemblements et manifestations sur la voie publique et la fermeture temporaire des écoles, universités, les espaces publics et des lieux de rencontre est effective. Les réunions publiques ou privées de quelque nature que ce soit, susceptibles de provoquer ou de maintenir des troubles avec une limitation des voyages entre les différentes régions du pays sont annulées.

Mesures économiques et sociales

Le Sénégal a mis en place un programme de résilience économique et sociale assez

ambitieux qui visent le renforcement du système de santé, au renforcement de la résilience sociale des populations en mettant l'accent sur la stabilité macroéconomique et financière pour soutenir le secteur privé et maintenir les emplois appuyé par un approvisionnement régulier en hydrocarbures, produits médicaux, pharmaceutiques, et denrées de première nécessité.

Le plan économique du programme couvre essentiellement :

- Le Soutien au secteur de la santé
- Le Soutien à la Diaspora
- La Distribution de denrées alimentaires pour 1 million de ménages,
- Le Paiement de factures d'eau et électricité,

- La Remise partielle de la dette fiscale,
- La Couverture partielle des pertes de recettes,
- La suspension de l'Extension de la TVA,
- Le Paiement dus aux fournisseurs de l'Etat,
- L'Exonération fiscale,
- Le Soutien aux secteurs les plus touchés,
- La mise en place d'un Mécanisme de financement / Facilité de trésorerie.

En outre, le Programme de résilience économique et sociale permettra d'assurer l'approvisionnement en

hydrocarbures, produits médicaux, pharmaceutiques, et denrées de première nécessité, à travers le renforcement de la surveillance du marché intérieur, la constitution de stocks de sécurité pour toutes les denrées de première nécessité et durant toute la période de la crise, le maintien des prix des principaux denrées de première nécessité à leur niveau d'avant crise durant toute la période de la pandémie, l'accès des consommateurs sénégalais à des produits de très bonne qualité sur toute l'étendue du territoire national et l'atténuation des impacts sur l'offre nationale et la facilitation des opérations commerciales.

L'implication des syndicats

Les centrales syndicales du Sénégal réunis au sein de la Coalition des Confédérations Syndicales des Travailleurs du Sénégal se sont activées dès le début de la crise en appelant

les travailleurs de s'impliquer activement dans cette lutte qui doit être la seule préoccupation de l'heure. Elle a invité tous les segments de la société sénégalaise, les forces vives de la nation à un sursaut national pour combattre cette pandémie.

La coalition a même rencontré le président de la république en personne pour discuter directement avec lui des différentes mesures à prendre face à cette épidémie, pour atténuer les difficultés de cette crise sur les personnes en général et la protection des droits des travailleurs en particulier. Tenant compte de l'impact de la crise sur les travailleurs le gouvernement a ordonné l'introduction effective de l'ordonnance modifiant les articles L49, L60, L65 et L214 du code du travail, portant aménagement des mesures dérogatoires pour la préservation des emplois et le maintien des salaires des

travailleurs contre les risques de chômage technique et au licenciement des travailleurs durant la période de la pandémie.

En plus de continuer à mener des actions de sensibilisations et d'informations de leur base et de la communauté, la coalition des centrales syndicales du Sénégal a annoncé une contribution

financière à raison de dix millions de francs CFA, pour soutenir l'effort gouvernemental face à la pandémie.

Les syndicats sénégalais ont pris des mesures qui sont un bon exemple pour les syndicats de nombreux autres pays de la région.

Le Togo dans la riposte au **COVID-19**



La maladie des coronavirus 2019 (COVID-19) qui est apparue en Chine en décembre 2019 n'a épargné aucun continent. Déclarée pandémie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le 11 mars 2020, COVID-19 est devenue une urgence pour tous les pays en raison de son

impact sur les populations et leurs activités. Des mesures de réponse ont été lancées ici et là selon les moyens disponibles dans chaque pays. Le Togo, par exemple, a créé une cellule de crise sous la direction du Président de la République afin de préparer le pays à faire face à toutes les éventualités.

Au 19 avril 2020, 84 cas positifs confirmés avaient été enregistrés au Togo, dont 27 actifs, 52 récupérés et 5 décès. Depuis le 06 mars 2020, date à laquelle le premier cas positif de covid-19 a été détecté dans le pays, le mécanisme de réponse mis en place précédemment par les autorités togolaises a été renforcé et une série de mesures ont été prises pour contrer la vitesse de propagation de la maladie. La cellule de crise du Togo, placée sous la direction du Président de la République, a institué des mesures qui peuvent être regroupées en trois catégories différentes. Il s'agit des mesures de protection et de sécurité territoriales, des mesures de détection et de prise en charge des patients ainsi que des cas suspects et des mesures socio-économiques.

A- Mesures de protection et

de sécurité territoriales :

- (i)** Déclaration de l'état d'urgence sanitaire à compter du 16 Mars 2020 pour une période de trois mois
- (ii)** Annulation des événements internationaux prévus au Togo à compter du 16 mars 2020 jusqu'à nouvel ordre ;
- (iii)** Création d'un collège scientifique pour éclairer le Gouvernement sur les meilleures dispositions à mettre en œuvre et les protocoles à utiliser pour soigner les malades ;
- (iv)** Interdiction de tout rassemblement de plus de 15 personnes sur toute l'étendue du territoire national, à compter du 19 mars 2020 jusqu'à nouvel ordre ;
- (v)** Suspension de toutes les liaisons aériennes en provenance et à destination des pays à risque à compter du 20 mars 2020

jusqu'à nouvel ordre ;

(vi) Fermeture des frontières terrestres à la circulation des personnes depuis le 20 mars 2020 jusqu'à nouvel ordre ;

(vii) Fermeture des établissements scolaires publics, privés et confessionnels, primaires, secondaires et universitaires y compris les bibliothèques, à compter du 20 mars jusqu'à nouvel ordre ;

(viii) Fermeture des lieux de culte (églises et mosquées) à compter du 21 mars 2020 jusqu'à nouvel ordre ;

(ix) Bouclage à compter du 21 mars des principales villes donnant accès à l'intérieur et à l'extérieur du pays ;

(x) Mise en place à compter du 2 avril 2020 d'un couvre-feu de 20 heures à 6 heures du matin et ceci dans le but de contenir la pandémie ;

(xi) Mise en place d'une force spéciale anti-pandémie de 5000 Hommes composée de force de sécurité et de défense pour protéger les personnes et les biens pendant cette période ;

(xii) Limitation à 15 personnes du nombre de participants aux funérailles et enterrements jusqu'à nouvel ordre ;

(xiii) Suspension des activités culturelles et sportives de masse jusqu'à nouvel ordre

B- Mesures de détection et de prise en charge des malades et cas suspects :

(i) Lancement d'un vaste programme de réhabilitation des hôpitaux partout dans le pays ;

(ii) Des centres hospitaliers sont identifiés dans les régions afin de constituer des centres

d'isolement et salles de soins équipés partout dans le pays ;

(iii) Des commandes de matériels (respirateurs, scanners) et équipements de protection sont faites et réceptionnées ;

(iv) Arrivée au Togo depuis le 12 avril d'une équipe de médecins et d'infirmiers cubains spécialisée dans la gestion des maladies infectieuses pour appuyer le travail des agents de santé togolais

C- Mesures socio-économiques :

Pour atténuer les effets de la crise, le gouvernement a préconisé la création d'un Fonds National de solidarité et de relance économique de 400 milliards de francs CFA pour financer toutes les mesures socio-économiques. Il sera alimenté par l'apport du Gouvernement,

les mobilisations auprès des partenaires internationaux, du secteur privé national et international. Diverses mesures socio-économiques sont prises en vue d'accompagner aussi les ménages, les entreprises et les acteurs de l'économie informelle.

a. S'agissant des mesures à l'endroit des ménages, elles sont les suivantes : (i) la gratuité de l'eau aux bornes fontaines sur toute l'étendue du territoire national jusqu'à la fin du mois de Juin 2020. (ii) la gratuité pour trois mois de l'eau et de l'électricité pour les tranches sociales. Soit un montant d'environ 4760 F et 2750 F CFA par mois pour respectivement l'électricité et l'eau. (iii) la diminution de 67% des tarifs de branchement à l'eau qui pas de 75 000 à 25 000 F CFA sur la même période (iv) la diminution du prix du carburant

b. Pour ce qui concerne les mesures au profit des

entreprises, on peut citer:

(i) L'allègement des actions en recouvrement;

(ii) des dispositions fiscales et d'accompagnement des entreprises en difficultés surtout des initiatives des jeunes entrepreneurs;

(iii) la réduction de 10% du taux de taxation pour les hôtels et les restaurants;

(iv) l'exonération des droits et taxes à l'importation sur le matériel médical et les produits utilisés exclusivement dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

(v) la révision des horaires de travail de 9h à 16h

c. Pour les acteurs de l'économie informelle et les couches vulnérables, le gouvernement togolais a initié un programme de transferts monétaires appelé

«Novissi» c'est-à-dire Solidarité en vue de compenser dans une certaine mesure les pertes de revenus de ces acteurs durant cette période et du fait des différentes mesures prises pour faire front au Covid-19. Les soutiens financiers mensuels à travers ce programme sont de 12 250 F CFA pour les femmes et de 10 500 F CFA pour les hommes. Ce même programme permet aux conducteurs de taxi-moto (Zémidjan) sous interdiction d'activité de bénéficier d'une aide financière de 20000 F CFA par mois. Peut bénéficier de ce programme tout citoyen togolais de 18 ans et plus résidant au Togo, disposant d'une carte d'électeur et ne disposant plus de revenu journalier à cause des mesures de riposte contre le Coronavirus.

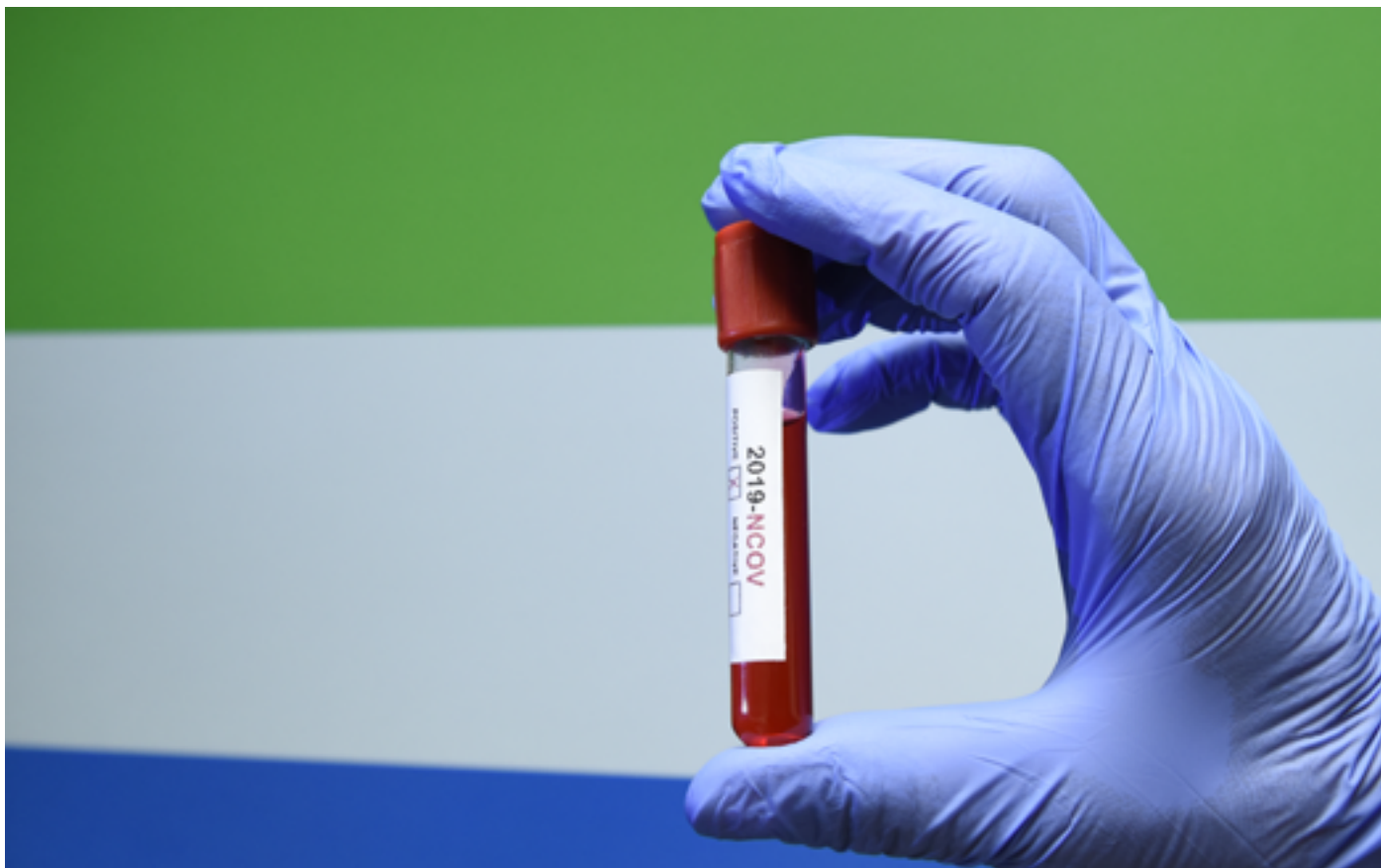
d. Au titre des mesures socio-économiques, il faut aussi mentionner la libération de 1048 détenus.

Le rôle des syndicats

Les syndicats à travers la Coordination des organisations syndicales du Togo (CCST) ont fait des propositions au gouvernement au début de cette crise sanitaire dans leur déclaration du 26 mars 2020, pour éviter une crise économique et l'augmentation du chômage au Togo. Au-delà de leur déclaration, il est important

pour les syndicats de mettre en place des stratégies pour suivre la mise en œuvre des mesures socio-économiques et leur impact sur les travailleurs. Cela peut contribuer à accroître la pertinence des syndicats au Togo et à leur assurer une place dans l'effort national de relance économique et sociale qui ne manquera pas de naître après cette crise sanitaire.

Réponse de la Sierra Leone au **COVID-19**



La Sierra Leone a été l'un des derniers pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest à enregistrer un cas de COVID-19 mortel. Au 30 mars, le pays ne comptait aucun cas. Certains espéraient que le pays avait été épargné par la pandémie à la suite des récentes expériences de catastrophes naturelles. Au

cours de la période 2014-2016, la Sierra Leone a enregistré environ 3 955 décès dus à l'épidémie d'Ebola. Le pays a également subi plusieurs pertes en vies humaines à la suite de catastrophes causées par des coulées de boue en 2018.

Un espoir vain, le 31 mars, le

virus mortel avait bien frayé son chemin jusqu'aux côtes de la Sierra Leone. Le premier cas a été importé dans le pays par un homme de 37 ans qui venait de France. Au 20 avril, les données du Worldometer indiquaient que la Sierra Leone avait 50 cas confirmés avec 6 guérissons et 0 décès. Comme la plupart des pays, le gouvernement a mis en place un certain nombre de mesures pour contenir la propagation du virus.

Réponse et mesures du gouvernement

Le 25 mars, avant que le premier cas du pays ne soit confirmé, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence de 12 mois avec un verrouillage partiel. L'entrée dans le pays est actuellement restreinte et les points de passage frontaliers ou de passage avec les pays voisins,

la Guinée et le Libéria, sont fermés. Il existe également des restrictions et des limitations de mouvement entre les districts. Les citoyens sont également soumis à un couvre-feu de 21 h à 6 h.

Les écoles, universités et autres établissements de formation ont été fermés jusqu'à nouvel ordre et des restrictions imposées aux rassemblements religieux et publics. Les heures de travail des bureaux publics et privés ont été réduites de 9h à 16h, certains bureaux et commerces étant fermés temporairement. En outre, le gouvernement impose des réglementations strictes concernant le port de masques et l'observation de la distance sociale tout en poursuivant la recherche par contacts des cas mis en quarantaine et suspects.

Mesures économiques et fiscales

Le gouvernement a créé un comité spécial COVID19 et élabore, en étroite collaboration avec les partenaires au développement, un ensemble de mesures de réponse économique parallèlement au plan de préparation et de réponse en matière de santé COVID-19. La stratégie du gouvernement est axée sur les objectifs suivants :

- 1.** Construire et maintenir un niveau de stock adéquat de produits essentiels à des prix stables
- 2.** Fournir un soutien aux entreprises les plus durement touchées pour leur permettre de poursuivre leurs activités et d'éviter les licenciements d'employés
- 3.** Fournir des filets de sécurité aux groupes vulnérables
- 4.** Soutenir les travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre

5. Fournir une assistance pour le traitement local des aliments de base

Le 2 avril, la Banque mondiale a approuvé une subvention de 7,5 millions de dollars de l'Association internationale de développement (IDA) pour soutenir la préparation du système de santé de la Sierra Leone à la lutte contre le COVID-19

Réponse et actions des syndicats

Au début du mois d'avril, la Sierra Leone labour Congress (SLLC) a publié un communiqué de presse pour tenir ses affiliés informés des développements concernant COVID-19 et de la réponse du gouvernement pour lutter contre le virus.

L'organisation a en outre publié

une déclaration soulignant les conditions et les effets du COVID-19 sur les travailleurs. Cette déclaration a été signée conjointement par le président de la Fédération des employeurs de la Sierra Leone et la SLLC. Il a appelé le gouvernement à mettre en place un comité au niveau national comprenant le secteur privé ainsi que d'autres parties prenantes telles que les syndicats, les universitaires, les scientifiques et les groupes communautaires.

La déclaration proposait en outre un certain nombre de recommandations clés au gouvernement sur sa réponse stratégique à COVID-19.

Dans l'ensemble, le gouvernement sierra-léonais semblait proactif dans ses efforts pour empêcher le Corona virus d'entrer dans le

pays. Les efforts déployés par le gouvernement pour contenir le virus et limiter les impacts sur la population sierra-léonaise sont également louables dans une large mesure. Néanmoins, il semble y avoir un engagement limité avec les parties prenantes concernées dans l'élaboration des réponses politiques et dans la mise en œuvre des stratégies décrites.

Bien que la SLLC semble avoir mis en œuvre un certain nombre d'initiatives en réponse à COVID-19, il semble qu'il reste encore beaucoup à faire. Par exemple, la sensibilisation des membres et du grand public par le biais de matériel d'information, d'éducation et de communication (IEC) ainsi que la collaboration avec les organisations de la société civile sont quelques moyens possibles d'approfondir

l'action et de contribuer de manière significative à la stratégie des gouvernements contre COVID-19. Cela est essentiel pour amener les membres du syndicat et le

public à se conformer aux recommandations proposées par le gouvernement de la Sierra Leone pour réduire la propagation du virus.

COVID 19 – Situation du Burkina Faso



Le premier décès dû au Corona virus au Burkina Faso est advenu le 09 mars 2020. Après l'annonce de la pandémie de COVID-19, le gouvernement a mis en place une réponse, le Centre d'opérations pour les urgences sanitaires (CORUS), présidé par le président de la République.

Le CORUS procède à un examen quotidien de l'évolution de la situation sanitaire dans le pays. Il a élaboré un plan de gestion de la réponse sanitaire et défini les actions nécessaires pour anticiper la propagation de la pandémie. Au 18 avril 2020, la situation de la maladie à coronavirus était la suivante :

565 cas confirmés au total, dont 218 femmes et 347 hommes. Sur le nombre total de cas, 321 étaient guéris, 208 étaient sous traitement et 36 décès étaient survenus.

Mesures de restriction

Afin de faire face à la pandémie, les autorités nationales et les communautés locales ont pris des mesures pour prévenir la propagation de la maladie. Il s'agit entre autres de :

- La Sensibilisation aux mesures d'hygiène préventive - lavage des mains, distanciation sociale, port obligatoire du masque facial ;
- La fermeture des établissements, des universités et écoles de formation ;
- L'interdiction et la restriction des rassemblements publics ;

- La fermeture des frontières aériennes et terrestres ;
- L'instauration d'un couvre-feu de 21H à 04H du matin ;
- La suspension du transport interurbain et urbain de personnes ;
- La fermeture des grands et petits marchés
- La mise en quarantaine des villes touchées par la maladie.

Ces mesures sont en vigueur depuis le vendredi 27 mars 2020.

Les conséquences attendues de cette pandémie sur l'économie du BF:

- La réduction du taux de croissance de 6,3% à 2% en 2020

- La baisse des recettes publiques, estimée à 306 milliards de FCFA (environ 594,5 millions USD), soit un déficit budgétaire de 5%;
- Le ralentissement général de l'activité économique dans tous les secteurs

Une loi de finances rectificative a été adoptée qui prendra en compte de nouvelles priorités, pour respecter les objectifs suivants :

- 1.** Soutenir l'offre de soins de santé ;
- 2.** Assurer la relance économique du pays ;
- 3.** Garantir la soutenabilité budgétaire.

Les allègements fiscaux et autres suivants ont été accordés :

- 1)** La remise automatique des pénalités et amendes exigibles ;
- 2)** La suspension des opérations de contrôle sur place à l'exception de cas avérés de fraudes ;
- 3)** L'exemption de la contribution des micro-entreprises du secteur informel ;
- 4)** L'exonération de la TVA sur la vente des produits utilisés dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 ;
- 5)** L'exonération des taxes et droits de douane sur les produits pharmaceutiques, les consommables médicaux et équipements entrant dans le cadre de la lutte contre le coronavirus ;
- 6)** Le report de la date limite de paiement de la taxe sur les véhicules à fin juin 2020 ;
- 7)** La délivrance des attestations de situation fiscale aux

entreprises non en règle de leurs obligations fiscales jusqu'au 30 juin 2020 ;

8) La suspension de la Taxe patronale d'apprentissage (TPA) sur les salaires au profit des entreprises du secteur du transport des personnes et de l'Hôtellerie ;

9) La suspension des poursuites en matière de recouvrement des créances fiscales et de la perception du minimum forfaitaire pour les Établissements relevant du secteur du Transport des personnes, de l'Hôtellerie, de la Restauration et du Tourisme ;

10) La réduction de 25% de la patente au profit des Entreprises du secteur du Transport des personnes, de l'Hôtellerie et du Tourisme. Les entreprises ayant déjà payé la patente pourront opter pour une compensation avec les autres impôts locaux ;

11) L'application d'un taux réduit de TVA de 10% au secteur de l'Hôtellerie et de la Restauration;

12) La suppression des charges et taxes imposables à l'organisation des activités culturelles ;

13) L'annulation des pénalités de retard dans l'exécution des marchés publics au niveau de l'Etat central et des collectivités territoriales ;

14) Les remises d'impôts directs dans le cadre d'un examen individualisé des demandes et ce, pour les cas extrêmes.

Mise en place d'un cadre adapté pour accompagner les entreprises qui rencontrent des difficultés du fait de la crise consécutive au COVID-19 qui va prendre en compte :

- Le report d'échéances pour les entreprises qui en font la demande ;
- La répercussion de la baisse du coût de ressources de la BCEAO sur les taux d'intérêt de crédits à la clientèle, dans le cadre des réaménagements de crédits aux entreprises résidentes ;
- Le ministre de l'Economie, des finances et du développement, donnera des instructions à tous les Fonds Nationaux et approchera les institutions de microfinance pour examiner avec attention les dossiers de leurs clients en difficultés.

Au titre des mesures sociales d'accompagnement, pour les mois d'avril à Juin 2020 :

1. La prise en charge des factures d'eau de la tranche sociale, et la gratuité de la consommation au

niveau des bornes fontaines ;

2. La prise en charge des factures d'électricité pour les couches sociales utilisant des branchements de 3 ampères monophasés ;

3. Le rabatement des factures d'électricité de 50% pour les couches sociales utilisant des branchements de 5 et 10 ampères monophasés;

4. L'annulation des pénalités sur les factures de la SONABEL (Electricité) et de l'ONEA(Eau);

5. La réduction de 50% du coût des kits solaires dans le cadre du projet Solar Home System pour les ménages vulnérables ;

6. La réactivation des boutiques témoins de la SONAGESS ;

7. La sécurisation des stocks de produits de grande consommation, en concertation avec les acteurs de la chaîne d'approvisionnement et le

contrôle économique renforcé des prix sur le territoire national.

Au titre des marchés pour la période d'avril à juin 2020

- 1).** La suspension des loyers ;
- 2).** La suspension des droits de place ;
- 3).** La prise en charge des factures d'eau et d'électricité ;
- 4).** La prise en charge des frais de gardiennage;
- 5).** Le don de vivres aux personnes vulnérables des marchés et Yaars fermés à travers leurs faîtières ;
- 6).** La gratuité du stationnement pour les taxis.

Avec la fermeture des marchés et des étalages de vente, des aménagements nécessaires ont été faits, afin de faciliter l'accès des ménages en produits frais de

consommation courante, dans le strict respect des mesures de distanciation.

Au titre des médias et des entreprises du secteur de la publicité :

- 1.** L'utilisation de la subvention de l'Etat à la presse privée au titre de l'année 2020 et des crédits disponibles au titre du Fonds d'appui à la presse privée pour accompagner le secteur ;
- 2.** La réduction de 50% au titre de l'année 2020, du paiement de la redevance TNT pour les télévisions et des redevances ARCEP pour les organes de presse de radiodiffusion.

Au titre des mesures de soutien à la relance de l'économie :

Une concertation avec

l'ensemble des acteurs des secteurs les plus touchés se déroulera sous l'égide du gouvernement, dans les prochains jours, pour affiner l'appui à leur apporter.

D'ores et déjà, les mesures suivantes sont prises :

1) La mise en place d'un fonds de relance économique pour les entreprises en difficulté d'un montant de 100 milliards FCFA (165 millions USD);

2) l'acquisition d'intrants agricoles et d'aliments pour animaux pour soutenir la production alimentaire et pastorale, pour un montant de 30 milliards FCFA (environ 50 millions USD)

3) La mise en place d'un fonds de solidarité au profit des acteurs du secteur informel, en particulier pour les femmes, pour la relance des activités commerciales de légumes et fruits, d'un montant

de 5 milliards FCFA (environ 8,2 millions USD)

4) Le financement de la recherche sur les maladies infectieuses et la production de médicaments pour un montant de 15 milliards FCFA (environ 24,8 millions USD)

5) La poursuite du règlement de la dette intérieure.

Toutes ces mesures nécessiteront la mobilisation de près de 394 milliards de francs CFA (environ 650,5 millions USD, soit 4,45% du PIB. Ce montant comprend le plan global de réponse sanitaire qui s'élève à environ 178 milliards FCFA (environ 294 millions USD).

Position et contribution des syndicats

Les syndicats du Burkina Faso ont mis en évidence les lacunes des mesures initialement prises pour lutter contre le coronavirus.

Ils ont souligné le manque de consultation des partenaires sociaux et l'absence de mesures d'accompagnement pour permettre aux travailleurs de faire face aux mesures.:

- Absence de consultation et d'implication des syndicats dans la mise en œuvre des mesures dans un cadre de dialogue social structuré
- nécessité de préserver les emplois et de maintenir les salaires des travailleurs contre les risques sociaux dans le contexte de crise sanitaire
- congé d'hygiène, de santé et de maladie pour les travailleurs
- soutien salarial aux entreprises et entreprises contraintes de fermer
- soutien du revenu pour les personnes sans revenu

- protection sociale et soutien aux acteurs de l'économie informelle

- aide alimentaire à ceux dont les déplacements sont restreints ou confrontés à des blocages

- nouveaux investissements dans la santé publique.

Le président de la République a répondu favorablement en indiquant que les préoccupations des syndicats seraient prises en compte ultérieurement.

L'ONSL-B, l'un des syndicats du centre national, s'est engagé à déboursier un don en nature de lavabos, masques faciaux, savons et désinfectants pour les mains d'un opérateur économique EBOMAF d'une valeur de 10 millions de FCFA (environ

16500 USD). Cela a été fait pour les opérateurs de l'économie informelle et a contribué à empêcher la fermeture d'un marché pendant la crise. Les syndicats agissant ensemble dans le cadre de l'Union Action Unit (UAS) ont contribué un million de francs CFA (environ 1 650 USD) pour soutenir les efforts du Centre hospitalier universitaire de Tengandogo et la caserne des pompiers.

Autres initiatives et enseignements à tirer

Le Président de l'Assemblée National du Burkina a initié un « CORONATHON ». Cette initiative est une émission de télévision en direct qui a débuté le 18 Avril, dont l'objectif est de susciter des contributions volontaires, afin de soutenir le plan de gestion de la riposte COVID 19.

Les entreprises et les commerçants individuels font des dons de solidarité en espèces et en nature (denrées alimentaires, savon, gel hydro-alcoolique, lavabos, etc.). Les contributions initiales étaient évaluées à environ 1,7 milliard de francs CFA (environ 2,8 millions USD). Le Président de la République et les membres du Gouvernement ont cédé entre 2 et 6 mois de leur salaire pour soutenir les efforts de sortie de crise. L'initiative doit durer jusqu'au 14 mai 2020. Au Burkina Faso, la soudaineté et l'ampleur de la crise provoquée par COVID 19 ont renforcé l'unité nationale.

Le président a adopté une approche participative qui impliquait la consultation du chef de l'opposition et de l'Alliance des partis politiques. La crise a également accru le sentiment de solidarité et de patriotisme en raison du défi posé pour répondre au besoin

de survie des plus vulnérables et des plus défavorisés à la lumière des mesures visant à contenir et à prévenir la propagation du virus. Le sous-développement du pays a été pleinement exposé, plus de 80% des travailleurs étant dans l'économie informelle et confrontés au dilemme entre rester chez soi et mourir de faim ou sortir pour faire face au danger de COVID-19. Heureusement, un lent assouplissement des mesures de restriction a empêché une implosion sociale. Mais à l'avenir, la leçon doit être tirée pour renouveler l'effort d'approcher le développement d'une manière qui réponde à la santé et aux autres besoins fondamentaux de la majorité de la population pour réaliser un travail décent et une vie décente.



Rédigé et édité par le comité de rédaction